

L'état actuel du budget de la famille canadienne



RAPPORT 2012-2013 | PAR ROGER SAUVÉ ET NATHAN BATTAMS



94, promenade CentrepoinTE
Ottawa (Ontario) K2G 6B1
1-800-331-4937
www.institutvanier.ca

Sous réserve de souligner la contribution de l'Institut Vanier de la famille, certains extraits de cette publication pourront être repris à l'appui de cours, de conférences ou de présentations. De même, les citations à des fins éditoriales dans les journaux, à la radio ou à la télévision sont autorisées. L'Institut Vanier de la famille se réserve toutefois tous les autres droits; par conséquent, cette parution ne saurait être utilisée, en tout ou en partie, sans le consentement écrit de l'Institut.

Copyright © 2013 L'Institut Vanier de la famille

This document is available in English.

The Current State of Canadian Family Finances: 2011-2012 Report

Remerciements

Nous tenons à remercier M^{me} Janet Fast pour la révision du présent rapport. M^{me} Fast est économiste de la famille et professeure à la Faculté de l'écologie humaine de l'Université de l'Alberta.

Auteurs

Roger Sauvé
People Patterns Consulting
www.peoplepatternsconsulting.com

Nathan Battams
Institut Vanier de la famille
www.vanierinstitute.ca

Révision linguistique et correction d'épreuves

Services linguistiques Veronica Schami inc.
www.veronicaschami.com

Traduction

Sylvain Gagné, trad. a.
Sylvain Gagné Services langagiers
www.sylvaingagne.ca

Conception graphique

Denyse Marion
Art & Facts Design inc.
www.artandfacts.ca

Points saillants



Le revenu disponible moyen surpasse légèrement le sommet pré-récessionniste

Le revenu disponible moyen par ménage a connu une légère hausse par rapport à 2008, passant de 67 787 \$ (en dollars constants de 2011) pour atteindre 69 662 \$ au quatrième trimestre de 2012, ce qui représente une augmentation modeste, mais tout de même positive.

Au cours des deux dernières décennies, l'écart des revenus s'est creusé au Canada

Il existe des divergences entre la mesure du revenu *moyen* et du revenu *médian*, en raison de l'écart croissant entre les revenus des riches et des pauvres. En 1990, les ménages faisant partie de la tranche des 20 % les plus riches comptaient pour 41 % de tous les revenus disponibles générés cette année-là, mais ce ratio a grimpé à 44,3 % en 2011.

Les postes de dépense en plus forte hausse touchent l'alimentation en eau, les services d'hygiène et la participation aux caisses de retraite

Au chapitre des dépenses des ménages pour la période du troisième trimestre de 2008 jusqu'au quatrième trimestre de 2012, le premier rang est réservé aux dépenses pour l'alimentation en eau et les services publics d'hygiène (+34 %), alors que le deuxième rang est occupé par la participation aux caisses de retraite en fiducie. Par ailleurs, les dépenses associées aux services funèbres et aux autres services funéraires figurent parmi les quinze premières positions ayant connu la plus forte croissance.

Plus de 40 % des Canadiens de 55 ans et plus pensent ne pas avoir épargné suffisamment pour leur retraite

Plusieurs Canadiens sont de plus en plus préoccupés par leur degré de préparation financière en prévision de la retraite, alors que 4 répondants sur 10 n'envisagent pas qu'ils auront remboursé leurs dettes ou leur prêt hypothécaire à l'âge de 65 ans. Une même proportion de Canadiens croient qu'ils devront alors continuer de travailler pour joindre les deux bouts.

À la fin de 2012, le niveau d'endettement moyen par ménage a atteint un nouveau sommet à hauteur de 113 470 \$. Le ratio de la dette au revenu demeure élevé.

L'endettement moyen au Canada atteignait 113 470 \$ par ménage au quatrième trimestre de 2012 (en dollars constants de 2011), ce qui représente une poussée de 116 % depuis 1990. En termes réels, la dette totale par ménage avait bondi de 16 % au quatrième trimestre de 2012 par rapport au niveau de 2008.

De 3 à 4 millions de Canadiens ne touchent qu'un faible revenu

En fonction des données des SFR et de la MPC, on estime que le nombre de Canadiens ayant un faible revenu en 2011 oscillait entre 2 959 000 (SFR) et 4 032 000 (MPC).

Depuis 1990, la création de richesse au sein des ménages est principalement attribuable aux investissements boursiers

La valeur réelle des actions et des fonds de placement pour chaque ménage a bondi de presque 641 % de 1990 jusqu'à la fin de 2012. Ces placements volatils représentaient environ le quart (24 %) de l'avoir net total à la fin de 2012, comparativement à seulement 6,2 % en 1990. Par ailleurs, les biens immobiliers comptent désormais pour la moitié de l'avoir net total.

Table des matières

Introduction	5
Avant-propos	6
Revenus et dépenses de la famille	7
LES REVENUS	7
Le revenu disponible moyen surpasse légèrement le sommet pré-récessionniste	7
Le revenu des « ménages de la classe moyenne » diminue sans cesse depuis trois ans	7
Le fossé des inégalités se creuse	8
Coup d'œil sur la tranche de 1 % des déclarants les plus riches	8
De 3 à 4 millions de Canadiens ne touchent qu'un faible revenu	9
LES AUTRES REVENUS	10
LES REVENUS D'EMPLOI	10
Le taux d'emploi s'est rétabli pour certains, mais pas pour tous les Canadiens	10
À la faveur de la reprise, les 55 ans et plus se sont approprié la presque totalité des nouveaux emplois nets	11
Les étudiants sont les plus touchés par les obstacles levés par la récession	12
LES DÉPENSES	13
Depuis le sommet pré-récessionniste, les plus fortes hausses des dépenses touchent l'alimentation en eau, les services d'hygiène et les caisses de retraite	13
L'augmentation de plusieurs postes de dépense s'explique par la hausse des prix	14
Les dépenses résidentielles et technologiques sont en recul	14
L'inflation du prix des aliments surpasse celle de l'IPC dans son ensemble	16
Le bilan des revenus surpasse celui des dépenses depuis la période pré-récessionniste, et l'épargne est en hausse	16
Le quart des ménages dépassent le seuil d'abordabilité du logement	17
Épargne et endettement de la famille	18
L'ÉPARGNE	18
Quatre Canadiens sur dix croient qu'il existe « un risque » d'épuiser leur épargne-retraite de leur vivant	18
Les régimes de retraite couvrent de moins en moins de Canadiens, et plusieurs RPA sont sous-financés	18
L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DES ÉTUDIANTS	19
L'endettement moyen des ménages atteint 113 470 \$	19
Les Albertains et les ménages à revenu élevé sont les plus endettés	20
L'endettement galopant repose surtout sur les marges de crédit	20
L'endettement étudiant : des impacts multigénérationnels	20
De plus en plus d'étudiants remboursent mensuellement leur solde de carte de crédit	20
L'endettement préoccupe, et l'avenir aussi	21
Le ratio de la dette au revenu atteint un niveau record, mais pourrait redescendre	21
Hausse éventuelle des taux d'intérêt : le ratio du service de la dette pourrait bondir	22
Le ratio de la valeur nette de la propriété se rapproche de son niveau plancher, mais l'endettement hypothécaire s'alourdit	23
Patrimoine familial et avoir net	24
Depuis 1990, la création de richesse au sein des ménages est principalement attribuable aux investissements boursiers	24
Le ratio de la dette à l'avoir net surpasse toutes les moyennes annuelles de 1990 à 2008	25
Conclusion	25
Annexe A : Revenu moyen des familles et des personnes seules	26
Annexe B : Familles et personnes seules à faible revenu	27
Annexe C : Avoir net moyen	28
Notes de fin	29

Introduction



Ce rapport annuel sur *L'état actuel du budget de la famille canadienne* en est à sa quatorzième édition. Une fois de plus, on y jette un regard sur les trois principaux volets du budget familial qui touchent l'ensemble des familles et des ménages, soit les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net.

Dans le présent rapport, une grande partie de l'analyse couvre la période de 1990 à 2012, et même le début de 2013. On a retenu l'année 1990 comme point de départ afin de dégager des changements à long terme. Du reste, ce rapport s'intéresse particulièrement à la période qui remonte au dernier sommet du cycle économique (soit octobre 2008, le troisième trimestre de 2008, ou encore l'année 2008 considérée intégralement).

Comme toujours, ce rapport est essentiellement axé sur la famille. Bien que les données détaillées les plus récentes colligées par Statistique Canada quant aux indicateurs du revenu familial ne soient pas disponibles pour les années ultérieures à 2011 (voir l'annexe A et l'annexe B), on dispose néanmoins de données plus actuelles pour l'ensemble du secteur des ménages, et c'est sur ces données que s'appuient plusieurs des estimations se rapportant à tous les ménages jusqu'en 2012 et au début de 2013.

Le concept de ménage fait autant référence aux familles qu'aux personnes seules. Or, puisque les ménages familiaux de deux personnes ou plus composent à peu près les deux tiers de tous les ménages, on peut dès lors conclure que les tendances récentes observées quant au revenu de l'ensemble des ménages procurent également une « orientation » générale quant à la situation des familles.

Pour faciliter la lecture des données et accroître leur pertinence, la plupart des mesures ont été converties pour refléter une unité « par ménage » ou « par famille ». Par ailleurs, les chiffres concernant les ménages en ce qui a trait aux années 1990 à 2011 sont tirés de la publication *Le revenu des Canadiens* préparée par Statistique Canada. Aux fins du présent rapport, on a donc supposé que le nombre de ménages au quatrième trimestre de 2012 (soit 14 900 000) augmenterait au même rythme qu'en 2011.

Statistique Canada a revu et amélioré ses *Comptes du bilan national* afin d'y intégrer les normes internationales révisées, les nouvelles méthodes de mesure, ainsi que certaines données inédites. Ces révisions sont rétroactives jusqu'à 1990. Le présent rapport est donc fondé sur une toute nouvelle série de données. Le changement le plus notable tient au fait que le secteur des ménages n'englobe plus les organismes sans but lucratif au service des ménages.

Dans ce document, la plupart des estimations sont exprimées en dollars constants de 2011 pour mieux refléter les données détaillées figurant aux annexes A et B, si bien que les variations au fil des ans représentent l'évolution du pouvoir d'achat réel, déduction faite de l'inflation. Bref, le terme « réel » désigne ce qui serait advenu en l'absence d'inflation. Par ailleurs, sauf indication contraire, la mesure de l'inflation repose sur l'indice des prix à la consommation (IPC). Toutes les mesures tiennent compte des mises à jour et des récentes révisions proposées par Statistique Canada.

Enfin, les auteurs du présent rapport se sont appuyés sur les données actuelles et exactes provenant de Statistique Canada et d'autres sources crédibles. Une large part des calculs et analyses qui y sont présentés sont formulés par Roger Sauvé de People Patterns Consulting.

Avant-propos



Le budget de la famille canadienne est synonyme de *complexité*. Ceux et celles qui ont déjà établi un budget familial, procédé à des placements, endossé un régime d'épargne, acheté une maison ou même subi une faillite s'entendront pour dire que les multiples facteurs auxquels répondent les concepts budgétaires ont de quoi rendre perplexe. *A fortiori*, l'analyse détaillée de ces enjeux est tout aussi épineuse. Cette quatorzième édition du rapport annuel de l'Institut Vanier sur *L'état actuel du budget de la famille canadienne* a été conçue pour aider le lecteur à mieux cerner la multitude de données disponibles en lui brossant un tableau actuel à l'aune des tendances économiques à long terme.

D'une part, cette complexité du budget de la famille tient aux nombreuses variables sur lesquelles est fondée l'analyse. Les mesures mises à profit dans le présent rapport portent sur trois principales catégories de données financières : les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net. Il n'est pas vain de préciser que ces mesures n'existent pas en vase clos, c'est-à-dire que toutes les catégories sont interreliées. Ainsi, si les revenus sont trop faibles, l'épargne risque d'en souffrir. De même, si les dépenses sont trop élevées, l'endettement ne sera jamais bien loin. Et si la dette s'accroît, c'est l'avoir net qui s'amenuise, et ainsi de suite.

D'autre part, il faut tenir compte de la *diversité* des familles canadiennes et, par conséquent, des multiples situations financières qui en résultent. L'évolution des cadres familiaux n'est pas toujours aisée pour ceux qui l'expérimentent au quotidien, mais de tels changements permettent néanmoins de consolider les liens intergénérationnels. En effet, cette diversité grandissante du cadre familial donne lieu à de nouveaux réseaux de soins et d'interdépendance. Ainsi, plusieurs parents doivent désormais s'acquitter de leurs responsabilités parentales un peu plus longtemps qu'auparavant, alors qu'ils tentent parallèlement de s'occuper de *leurs propres* parents. De même, n'ayant pu épargner autant qu'ils l'auraient souhaité, de nombreux aînés sont contraints de travailler après l'âge de la retraite, tout en étant plus présents que leurs prédécesseurs auprès de leurs petits-enfants. Et entre-temps, bon nombre de jeunes Canadiens sont confrontés à de lourdes dettes d'études et aux conditions difficiles du marché de l'emploi, si bien que certains d'entre eux demeurent au domicile familial et en profitent pour donner un petit coup de pouce à la génération précédente.

Dans bien des cas, ces cadres familiaux favorisent la mise en commun des ressources et des dépenses, ainsi que la participation de chacun aux efforts et aux bénéfices associés à l'épargne et au remboursement de la dette. Toutefois, cette réalité entraîne aussi des incidences sur le patrimoine et l'avoir net. Bref, il semble que des défis émergents et de nouvelles possibilités se posent aujourd'hui aux Canadiens, et ce, sur plusieurs fronts. Tout un chacun en ressent les effets. En définitive, même si le coût associé au transfert intergénérationnel de ces ressources s'avère parfois important, il faut reconnaître que les retombées le sont tout autant.

Ce rapport se veut donc un guide accessible illustrant les données disponibles relativement à la situation financière des familles canadiennes. Les chercheurs, les étudiants, les enseignants, les décideurs et tous les intervenants qui s'intéressent de près ou de loin à la vie de famille au pays y trouveront un éclairage favorable pour bien saisir l'état actuel du budget de la famille canadienne. Mis en contexte en fonction des tendances socioéconomiques à long terme, ce profil pertinent et actuel du budget des familles alimentera sans doute le dialogue au sujet de la vie de famille au Canada.

Revenus et dépenses de la famille



LES REVENUS

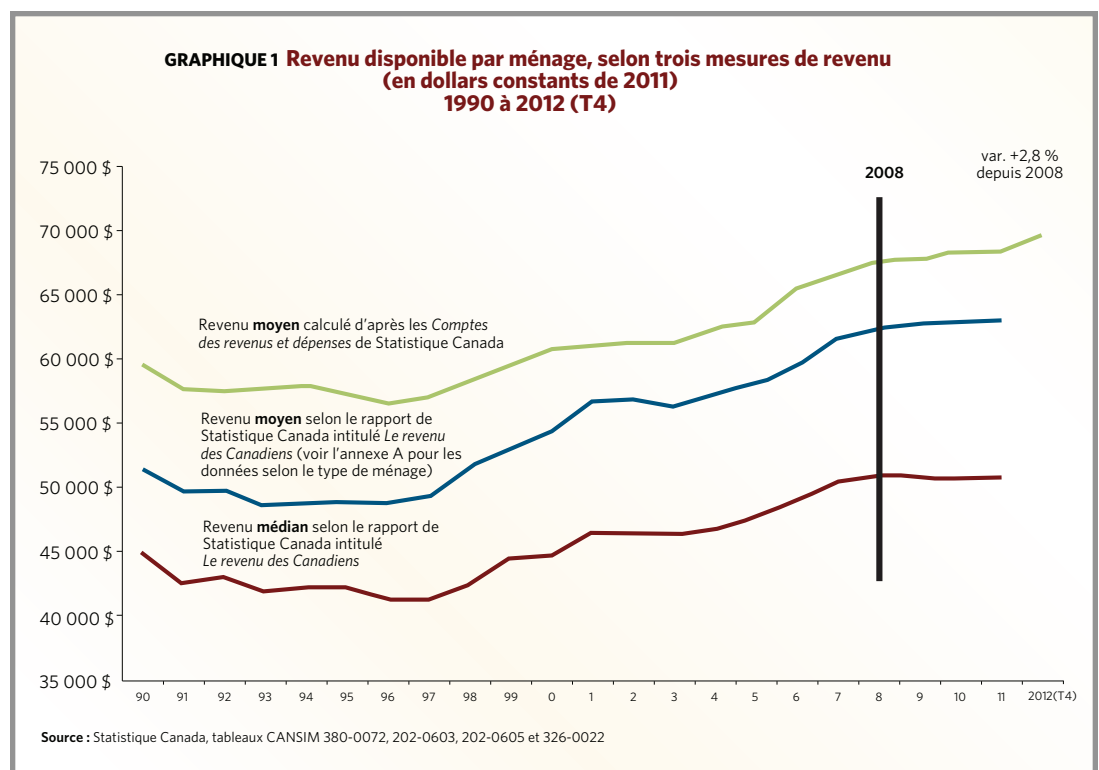
Le revenu disponible moyen surpasse légèrement le sommet pré-récessionniste

Considéré globalement, le revenu disponible *moyen*¹ des ménages canadiens en 2008 a été révisé à 67 787 \$ (en dollars constants de 2011); au quatrième trimestre de 2012, il avait progressé à environ 69 662 \$ (voir les graphiques 2 et 4)². Si l'on s'en remet à cette mesure, on peut conclure que le revenu disponible moyen a grimpé de 817 \$ en 2011, et qu'il a fait un autre bond de 1 059 \$ en 2012. Bref, l'augmentation globale de 1 876 \$ (2,8 %) durant cette période demeure relativement modérée, mais néanmoins positive.

Cependant, Statistique Canada utilise aussi une autre mesure du revenu disponible moyen dans le cadre de sa série *Le revenu des Canadiens*. En fonction des données mesurées grâce à cette méthode, le revenu disponible moyen des ménages se situait plutôt à 62 700 \$ en 2008, et cette moyenne ne s'était accrue que de 300 \$ en date de 2011. Le revenu moyen disponible au Canada en 2011 se chiffrait donc à 63 000 \$ par ménage (voir l'annexe A).

Le revenu des « ménages de la classe moyenne » diminue sans cesse depuis trois ans

Toujours dans *Le revenu des Canadiens*, Statistique Canada s'intéresse en outre au revenu *médian* (soit le point central entre la moitié des ménages canadiens au revenu disponible plus élevé et l'autre moitié au revenu disponible plus faible). D'un point de vue statistique, on peut considérer que ce concept réfère effectivement aux « ménages de la classe moyenne ». En 2008, le revenu *médian* atteignait 51 000 \$, mais il a suivi une courbe descendante pour chacune des trois années suivantes, si bien que le revenu *médian* se chiffrait à 50 700 \$ en 2011. Au total, il s'agit donc d'un recul global de 300 \$ du revenu des « ménages de la classe moyenne », alors que les deux autres mesures basées sur la *moyenne* laissaient plutôt entrevoir des hausses (de 300 \$ ou de 817 \$) pour la même période, c'est-à-dire de 2008 à 2011.





Revenus et dépenses de la famille

En tenant compte du cycle complet de 1990 à 2011 (selon les données de la série *Le revenu des Canadiens* dans un cas comme dans l'autre), on constate donc que le revenu *médian* pour l'ensemble des ménages a augmenté de 12,4 %, comparativement à 22,1 % si l'on tient compte du revenu *moyen* des ménages. En réalité, la différence se situe au niveau de la répartition. C'est donc dire que l'écart entre les revenus s'élargit...

Le fossé des inégalités se creuse

L'écart grandissant entre le revenu *médian* et le revenu *moyen* témoigne du fait qu'une portion de plus en plus importante du revenu disponible généré au sein de l'économie est absorbée par les ménages dont les revenus sont supérieurs à la moyenne, et principalement par ceux qui sont déjà tout en haut de l'échelle des revenus.

À long terme, si l'on tient compte de *l'ensemble* des ménages (soit les familles de deux personnes ou plus de même que les personnes libres de liens familiaux), on constate que les ménages canadiens faisant partie de la tranche des 20 % les plus riches comptaient pour 41 % de tous les revenus disponibles générés en 1990, et que ce ratio avait grimpé à 44,3 % en 2011. La portion de chacun des quatre autres quintiles de revenus avait rétréci au cours de la même période.

Du reste, si l'on s'intéresse *uniquement* aux familles de deux personnes ou plus, on constate que la portion de l'assiette globale du revenu disponible absorbée par les familles de la tranche des 20 % les plus riches est passée de 37,1 % en 1990 à 39,7 % en 2011. La portion du revenu disponible revenant à *chacun* des quatre autres quintiles de revenus avait reculé.

Statistique Canada établit un indice du degré d'inégalité, le coefficient de Gini, lequel se définit comme suit : « Le coefficient de Gini, compris entre zéro et un, mesure le degré relatif d'inégalité dans la distribution du revenu. » En supposant une population au sein de laquelle *chaque* famille (ou personne seule) toucherait *exactement* le même revenu, le coefficient serait de zéro (inégalité minimale). Inversement, le coefficient serait de un (inégalité maximale) si *une seule* famille (ou personne seule) s'appropriait tout le revenu et que les autres n'en touchaient pas du tout. Même s'il n'y a pas d'interprétation simple d'une seule valeur d'un coefficient de Gini, les comparaisons du niveau *au fil du temps* ou *entre les populations* sont très simples : plus le coefficient est élevé, plus grande est l'inégalité de la distribution, et vice versa³.

Pour les années 2010 et 2011, le coefficient de Gini pour l'ensemble des ménages s'établissait à 0,395 en tenant compte du revenu après impôt non rajusté selon la taille du ménage. Or, ce ratio n'a jamais atteint un niveau aussi élevé depuis 1976. D'un point de vue statistique, cela signifie que la répartition des revenus qui prévaut actuellement est la plus inéquitable depuis qu'une telle mesure existe, c'est-à-dire en 35 ans.

Coup d'œil sur la tranche de 1 % des déclarants les plus riches

Dans la version mise à jour d'une étude réalisée par Statistique Canada, on s'intéresse notamment aux tendances du revenu des déclarants de la tranche de 1 % des Canadiens les plus riches. On peut y lire ceci : « L'écart de revenu entre le palier supérieur de 1 % et le reste des déclarants s'est élargi au fil du temps. En 1982, le revenu médian des déclarants du palier supérieur de 1 % se situait à 191 600 \$. C'était sept fois plus que le revenu médian de 28 000 \$ enregistré pour les 99 % de déclarants restants. En 2010, le revenu médian du palier supérieur de 1 % des déclarants était passé à 283 400 \$, soit environ 10 fois plus que le revenu médian de 28 400 \$ observé pour le reste des déclarants⁴. »

Dans la même étude, on concluait que ceux qui font partie du « palier supérieur » sont plus susceptibles que par le passé de conserver leur position parmi les déclarants à revenus élevés. En effet, les deux tiers (67 %) de ceux qui appartenaient au palier supérieur de 1 % en 1983 figuraient déjà au palier supérieur de 1 % en 1982. En 2010, cette mesure de la persistance du revenu élevé sur un an avait augmenté pour passer à 72 %.



Revenus et dépenses de la famille

De 3 à 4 millions de Canadiens ne touchent qu'un faible revenu

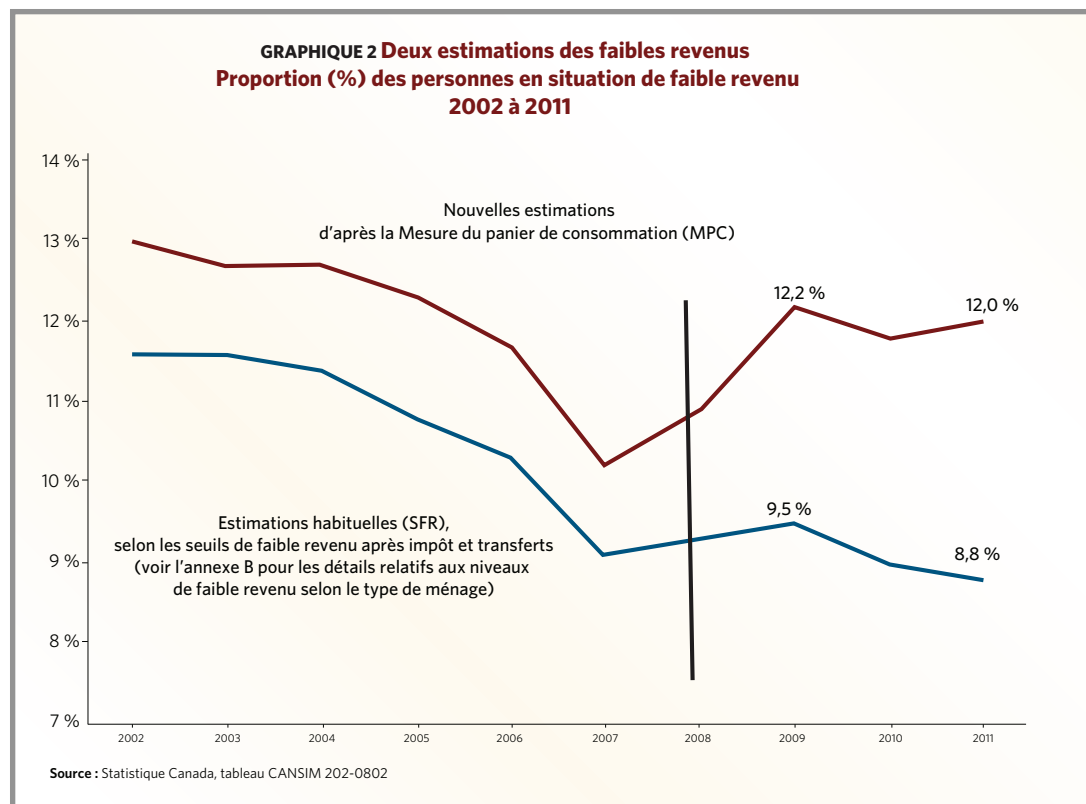
Depuis plusieurs années, Statistique Canada établit des estimations du faible revenu après impôt, que l'on appelle communément les seuils de faible revenu (SFR). Puisqu'il n'existe aucune désignation officielle du taux de pauvreté au Canada, la plupart des analystes s'en remettent à cet instrument de mesure acceptable et uniforme du niveau de pauvreté et des tendances connexes. Au cours des dernières années, on a cependant mis au point un autre outil d'évaluation du faible revenu, soit la Mesure du panier de consommation (MPC)⁵.

En 2008 et 2009, ces deux mesures du faible revenu ont donné lieu à des résultats en hausse (soit à hauteur de 9,5 % en utilisant les SFR et de 12,2 % d'après la MPC, pour l'année 2009).

Depuis, une différence notable est pourtant apparue entre ces deux outils. De fait, la situation semblait s'être améliorée en 2010 et 2011 si l'on se fie à la mesure des SFR, qui atteignait son niveau le plus bas de la dernière décennie (soit 8,8 %). Toutefois, l'outil de MPC révélait au contraire que le taux de faible revenu en 2011 (12 %) demeurait nettement plus préoccupant qu'avant la récession (soit 10,2 % pour l'année 2007).

On estime que le nombre de Canadiens ayant un faible revenu en 2011 oscillait entre 2 959 000 (SFR) et 4 032 000 (MPC), et que le nombre de jeunes de moins de 18 ans en situation de faible revenu pour la même année atteignait 571 000 (SFR) et 922 000 (MPC).

L'annexe B illustre en détail les taux de faible revenu établis à partir des SFR. En points de pourcentage, l'amélioration la plus nette des taux de faible revenu pour la période de 2008 à 2011 a profité aux couples non âgés sans enfant et sans soutien (-9,8 % points de pourcentage). Malgré tout, le taux de faible revenu en ce qui les concerne se situait à 23,3 % (2011).





Revenus et dépenses de la famille

Cependant, le taux de faible revenu chez les mères seules a fondu de plus de la moitié par rapport à son niveau de 1990 (48,2 %).

En contrepartie, les plus importants taux de faible revenu constatés en 2011 touchaient les couples non âgés avec enfants et ne comptant sur aucun soutien (75,7 %), les femmes non âgées et libres de liens familiaux (36 %), les ménages dont le principal soutien était âgé de moins de 25 ans (30,3 %), les couples sans enfant et sans soutien (23,3 % comme on l'a vu) et les mères vivant seules (21,2 %). Cependant, le taux de faible revenu chez les mères seules a fondu de plus de la moitié par rapport à son niveau de 1990 (48,2 %).

LES AUTRES REVENUS

D'après les données de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM)⁶ de 2011, près de 70 % des Canadiens de 15 ans et plus gagnent un revenu d'emploi. Toutefois, il ne s'agit que d'une source de revenus parmi d'autres puisque les Canadiens interrogés disent avoir aussi touché des revenus de placements (29 % des répondants), un revenu de retraite provenant de sources privées (13,2 % des répondants) ou d'autres revenus provenant de sources privées (14,5 % des répondants), comme une pension alimentaire pour enfants ou une indemnité de départ. Ensemble, ces revenus hors travail représentaient 12,9 % du revenu total déclaré par les Canadiens en 2010⁷.

Les Canadiens ayant un revenu élevé ainsi que les personnes de 65 ans et plus ont touché la majeure partie des revenus de placements. De fait, les Canadiens du décile supérieur⁸ ont déclaré 56,7 % des revenus de placements au cours de l'année 2010, et ceux du décile suivant, 11,3 %. Cette année-là, plus de la moitié (51,8 %) des aînés ont bénéficié d'un revenu de placements (comparativement à 29 % pour l'ensemble de la population), et ce revenu représentait plus de 10 % de tous leurs revenus⁹.

Quant aux paiements de transfert, ils constituaient l'unique source de revenu d'un peu moins de 13 % des Canadiens. Toutefois, au sein de la population de 15 ans et plus, environ 7 personnes sur 10 ont reçu des paiements de transfert *divers* en 2010, qu'il s'agisse de prestations des régimes de pensions du Canada ou du Québec (RPC/RRQ), de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV), du Supplément de revenu garanti (SRG), de l'assurance-emploi (AE) ou encore des prestations pour enfants (notamment la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ou PUGE).

D'ailleurs, les prestations pour enfants ont rejoint 92,4 % des familles comptant un couple avec enfants de moins de 6 ans. En 2010, plus de 90 % des aînés du Canada avaient reçu des prestations de la SV ou du SRG, ou encore du RPC ou du RRQ, ces sources représentant 37,6 % de leur revenu total¹⁰.

LES REVENUS D'EMPLOI

Le taux d'emploi s'est rétabli pour certains, mais pas pour tous les Canadiens

Pour la plupart des Canadiens, le bien-être financier passe nécessairement par l'emploi. En octobre 2008, environ 17,2 millions de Canadiens occupaient un emploi quelconque. Un mois plus tard, le nombre total d'emplois a commencé sa chute vertigineuse, et ce, jusqu'en juillet 2009. En l'espace de neuf mois, plus de 431 000 emplois se sont volatilisés, et il aura fallu environ un an et demi par la suite (jusqu'en janvier 2011) pour que le nombre total d'emplois puisse renouer avec son niveau d'avant la récession.

Depuis ce temps, hormis des hauts et des bas bien sentis, le niveau d'emploi suit une tendance généralement haussière, si bien qu'en juillet 2013, on comptait 534 500 emplois de plus que lors du sommet pré-récessionniste mesuré en octobre 2008. Exprimée en pourcentage, cette progression du nombre total d'emplois correspond à une hausse de 3,1 % par rapport à octobre 2008.

Corollairement, le taux de chômage s'est modulé aux variations du nombre total d'emplois. Ainsi, en octobre 2008, le taux de chômage se situait à seulement 6,1 %, mais il a ensuite remonté jusqu'à 8,7 % en août 2009 (c'est-à-dire au plus fort de la récession) pour finalement reculer à 7,2 % en juillet 2013. À ce moment-là, le nombre de chômeurs était évalué à 1,4 million de personnes, soit 266 500 de plus que le niveau pré-récessionniste d'octobre 2008.



Revenus et dépenses de la famille

Les données de Statistique Canada montrent qu'au sein des familles où le plus jeune enfant était âgé de moins de six ans, le taux d'emploi chez les femmes ayant un conjoint s'était accru en octobre 2012 par rapport au sommet d'avant la récession (octobre 2008), et ce, que le conjoint soit en emploi (+2,0 points de pourcentage) ou non (+2,9 points de pourcentage)¹¹.

En revanche, le taux d'emploi avait *chuté* au cours de la même période pour les femmes mariées dont le plus jeune enfant était un peu plus âgé (6 à 15 ans), et ce, que le conjoint soit en emploi (-1,4 point de pourcentage) ou non (-1,8 point de pourcentage).

Par ailleurs, le taux d'emploi s'avérait beaucoup plus élevé chez les femmes dont le conjoint travaillait (72 % en octobre 2012) que chez celles dont le conjoint était sans emploi (56,4 % en octobre 2012)¹².

Peu importe l'âge de leurs enfants, le taux d'emploi chez les mères seules a cependant piqué du nez. Ainsi, d'octobre 2008 à octobre 2012, ce taux avait perdu 4,8 points de pourcentage pour celles dont le plus jeune enfant était âgé de moins de six ans, et 4,4 points de pourcentage lorsque le plus jeune enfant était âgé entre 6 et 15 ans.

De même, le taux d'emploi chez les pères vivant seuls avait aussi fléchi lorsque l'on considère l'un ou l'autre des groupes d'âge chez les enfants, mais le recul s'est avéré moins prononcé que chez les mères seules.

**TABLEAU 1 TAUX D'EMPLOI (%)
ÉTUDIANTS ET NON-ÉTUDIANTS DE 15 À 24 ANS
(DONNÉES NON DÉSAISONNALISÉES)¹³**

Les cellules ombrées représentent une baisse du taux d'emploi par rapport aux sommets pré-récessionnistes

	%	%	Var. en points de pourcentage
Pendant les mois d'été	Juillet 2008	Juillet 2013	
Tous les jeunes de 15 à 24 ans	68,1	57,1	-11,0 pp
Étudiants retournant aux études	59,7	42,6	-17,1 pp
Non-étudiants	79,0	77,7	-1,3 pp
Pendant la session d'automne	Octobre 2008	Octobre 2008	
Tous les jeunes de 15 à 24 ans	58,1	52,5	-5,6 pp
Étudiants	44,3	38,3	-6,0 pp
Non-étudiants	78,5	76,2	-2,3 pp

Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0005 et 282-0006 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

À la faveur de la reprise, les 55 ans et plus se sont approprié la presque totalité des nouveaux emplois nets

En octobre 2008, 63,5 % de toutes les personnes de 15 ans et plus occupaient un emploi. En juillet 2013, la proportion de travailleurs avait reculé (61,7 %). Ainsi, malgré le nombre important de nouveaux emplois créés durant la reprise, le taux d'emploi demeurait inférieur au niveau qui prévalait au moment du sommet pré-récessionniste¹⁴.

Or, les Canadiens plus âgés (55 ans et plus) ont vu leur taux d'emploi passer de 32,7 % en octobre 2008 à 34,8 % en juillet 2013. À cet égard, il est intéressant de souligner qu'au milieu des années 1990, à peine 22 % des personnes de la tranche des 55 ans et plus étaient en emploi.

Entre-temps, chez les 15 à 24 ans, le taux d'emploi (désaisonnalisé) s'est replié considérablement, passant de 59,9 % en octobre 2008 à 54,8 % en juillet 2013. Quant au taux d'emploi associé au principal groupe d'âge (soit la tranche des 25 à 54 ans), il a fléchi légèrement au cours de la même période, passant de 82,4 % à 81,5 %.

À peine 22 % des personnes de la tranche des 55 ans et plus étaient en emploi.



Revenus et dépenses de la famille

La progression des emplois chez les 55 ans et plus s'avère une fois et demie plus marquée que l'augmentation démographique pour cette tranche d'âge.

La reprise qui a suivi la récession a donc été profitable aux travailleurs canadiens plus âgés, puisque le marché du travail comptait environ 25 % plus de travailleurs canadiens de 55 ans et plus en juillet 2013 qu'en octobre 2008. Parallèlement, le principal groupe de travailleurs a bénéficié d'un gain d'à peine 1 %, alors que les 15 à 24 ans ont accusé une lourde perte de 8 % du nombre de travailleurs. En somme, la *progression des emplois* chez les 55 ans et plus s'avère une fois et demie plus marquée que l'*augmentation démographique* pour cette tranche d'âge (à hauteur de 17 %). À titre comparatif, le taux d'augmentation de la population au sein du principal groupe d'âge s'est avéré à peine plus élevé que la variation du nombre d'emplois depuis octobre 2008, alors que les données démographiques chez les jeunes sont demeurées stables.

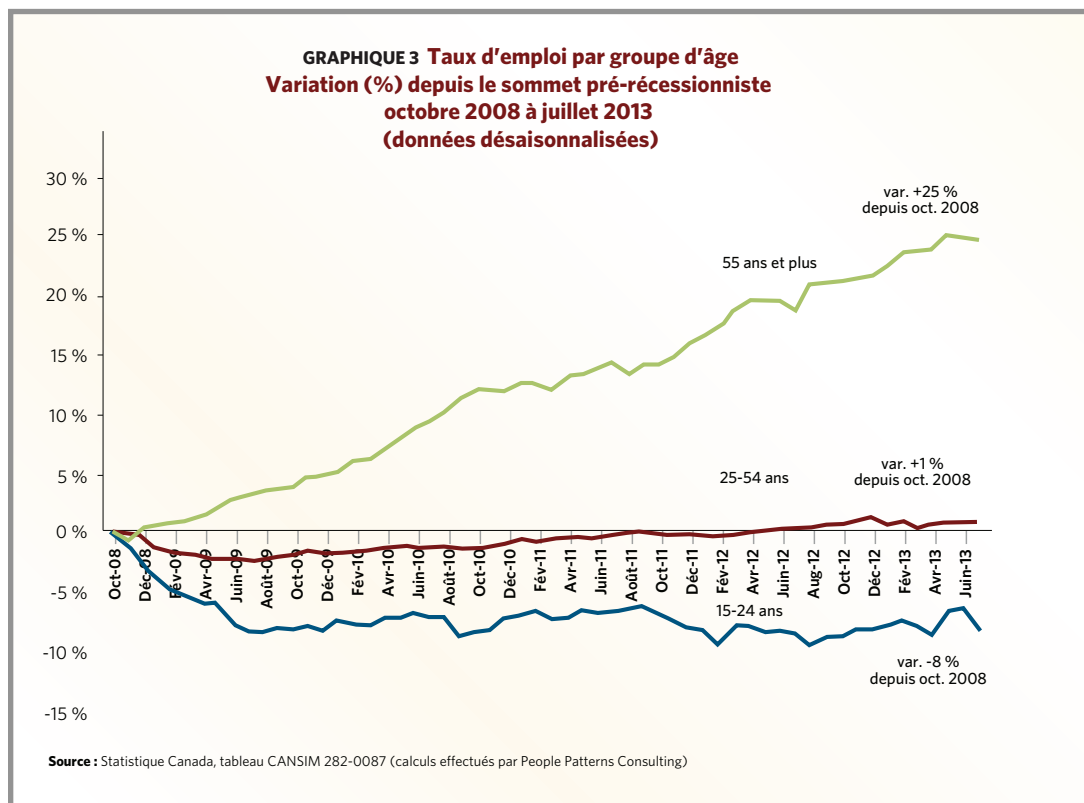
Les étudiants sont les plus touchés par les obstacles levés par la récession

Le taux d'emploi pour l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans avait perdu 11 points de pourcentage en juillet 2013 par rapport à juillet 2008 (soit peu avant le dernier sommet du cycle économique). Les jeunes qui prévoient un retour en classe à l'automne ont accusé un recul important (soit 17,1 points de pourcentage), alors que le taux d'emploi chez les non-étudiants avait fléchi d'à peine 1,3 point de pourcentage (voir le tableau 1).

En date d'octobre 2008, quelque 44,3 % des étudiants à plein temps occupaient aussi un emploi. En octobre 2012, ce ratio avait perdu 6,0 points de pourcentage pour passer à 38,3 %. Le taux d'emploi s'était également replié chez les non-étudiants (de l'ordre de 2,3 points). Cependant, à l'instar de ce qui prévalait pour la période estivale, cet effritement s'est avéré beaucoup moins prononcé que chez les étudiants.

Il faut dire que les jeunes ont été très durement touchés par la récession, et la reprise n'a pas été d'un grand secours à leur égard. Par conséquent, plusieurs jeunes sont contraints d'occuper un emploi qui ne correspond pas à leur formation et plusieurs sont en fait sous-employés, une situation qui pourrait entraîner des conséquences à long terme sur leurs éventuels revenus. Titulaire de la Bourse Atkinson en affaires publiques, Neil Sandell a consacré une année entière à écrire et à faire des recherches sur le phénomène du sous-emploi chez les jeunes. Il se dit préoccupé par cette tendance : « Au fil du temps, les employeurs finissent par entretenir des préjugés à l'égard des diplômés universitaires sous-employés. Et lorsqu'un emploi convenable se pointe finalement à l'horizon, c'est le finissant fraîchement sorti de l'école qui bénéficie d'une longueur d'avance. Les exemples sont multiples en termes de répercussions à long terme sur les gains des travailleurs sous-employés. Et parallèlement, la pénurie de travailleurs dûment qualifiés dans d'autres secteurs de l'économie se fait pourtant criante pour d'autres types d'emplois¹⁵. » [traduction]

Une étude des Services économiques TD, parue sous le titre *Évaluation du coût à long terme du chômage chez les jeunes*, en venait à des conclusions semblables : « Le chômage qu'une personne subit dans son jeune âge peut avoir un effet durable sur ses perspectives de carrière. La recherche économique indique qu'une période de chômage à l'entrée sur le marché du travail est associée à des salaires constamment inférieurs maintes années plus tard. Ce phénomène, que résume de manière simplifiée le concept appelé "stigmatisation" dans la documentation, a été étayé dans des études par des données provenant de différents pays¹⁶. »



LES DÉPENSES

Depuis le sommet pré-récessionniste, les plus fortes hausses des dépenses touchent l'alimentation en eau, les services d'hygiène et les caisses de retraite

Au pays, les dépenses totales¹⁷ avaient grimpé de 13,7 % au quatrième trimestre de 2012 par rapport à la période antérieure à la récession, alors que le prix moyen de ces postes de dépense n'avait progressé que de 4,2 % (voir le tableau 2). Cet état de fait donne à penser qu'environ un tiers de la croissance des dépenses totales est imputable à l'augmentation des prix, mais que les deux tiers restants découlent d'une réelle augmentation des dépenses pour les biens et services.

Les dépenses qui affichaient la plus nette progression touchaient l'alimentation en eau et les services publics d'hygiène (+34 %), mais cette hausse est principalement imputable à l'augmentation des prix (+31 %). Le deuxième rang au chapitre des dépenses ayant connu la plus forte hausse est occupé par les contributions aux caisses de retraite en fiducie (+31 %), les prix de tels services ayant augmenté d'environ 13 % au cours de la période. Deux des quinze postes de dépense ayant connu la plus forte hausse touchaient le domaine de la santé. Ainsi, on constate une augmentation substantielle des dépenses pour les services hospitaliers (+28 %) et pour les services ambulatoires (+27 %).



Revenus et dépenses de la famille

L'augmentation de plusieurs postes de dépense s'explique par la hausse des prix

La hausse des prix est à l'origine d'une large part de l'augmentation des postes de dépense. À titre d'exemple, les dépenses consacrées aux services de radiotélévision sont en hausse, mais les trois quarts de cette majoration sont imputables à la flambée des prix dans ce secteur (+24 %).

En ce qui a trait aux dépenses de transport, l'accentuation des dépenses associées aux camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs (+28 %) contraste largement avec les dépenses en baisse pour les voitures neuves (-6 %). Pourtant, ces deux postes de dépense ont connu un fléchissement des prix entre le troisième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2012. En outre, les dépenses pour le stationnement (+29 %), le transport urbain (+27 %) et le transport aérien (+23 %) ont connu une montée soudaine.

Les dépenses liées aux services de garde d'enfants à l'extérieur du domicile ont connu une progression de l'ordre de 22 % (voir le tableau 2), comparativement à seulement 12 % pour les services de garde d'enfants à domicile (non illustrées dans le tableau). Enfin, la croissance des dépenses consacrées aux services funèbres et autres services funéraires (+23 %) fait manifestement écho au vieillissement de la population canadienne.

Les dépenses résidentielles et technologiques sont en recul

La période qui s'étend du troisième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2012 a donné lieu à quelques diminutions sur le plan des dépenses (en dollars courants). Les deux postes ayant connu le repli le plus prononcé à ce chapitre sont liés au secteur des technologies. Ainsi, les dépenses associées au matériel audiovisuel et photographique (-27 %) ou encore aux supports d'enregistrement (-26 %) ont régressé de façon appréciable. Les prix ont également baissé considérablement dans ces deux catégories.

Les dépenses pour la maison sont bien représentées parmi les postes ayant connu une forte baisse, comme les tapis et revêtements de sols divers (-5 %) ou encore les meubles et articles d'ameublement (-4 %). Il est à noter que les dépenses en assurance habitation ont aussi diminué (9 %), mais cette baisse est entièrement attribuable à la chute des prix (-23 %). Enfin, les dépenses consacrées aux jeux, jouets et passe-temps avaient fléchi (-4 %), alors que celles associées aux jeux de hasard n'avaient pas bougé (aucune variation) malgré une hausse des prix.

Enfin, on assiste à un véritable bond de 28 % des dépenses engagées par les Canadiens à l'étranger. Les dépenses des non-résidents au Canada (non illustrées) ont connu une augmentation de moindre importance au cours de la période, soit de 8 %.



Revenus et dépenses de la famille

TABLEAU 2 Principales hausses et principales baisses (ou faible augmentation) des dépenses de consommation détaillées des ménages en 2012 (T4) par rapport au sommet pré-récessionniste de 2008 (T3) et variation des prix pour chaque poste de dépense (en dollars courants)

Postes de dépense	Variation des dépenses (%)	Variation des prix (%)
Dépenses totales des ménages	13,7	4,2*
15 postes de dépense ayant connu la plus forte hausse (%)		
Alimentation en eau et services publics d'hygiène	34	31
Caisse de retraite en fiducie	31	13
Services de radiotélévision	31	24
Animaux de compagnie et aliments pour animaux de compagnie	30	20
Stationnement	29	24
Éducation	29	18
Cinémas	29	14
Camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs	28	-7
Services hospitaliers	28	14
Dépenses engagées par les Canadiens à l'étranger	28	-3
Services ambulatoires	27	15
Transport urbain	27	15
Transport aérien	23	-2
Services funèbres et autres services funéraires	23	10
Garde d'enfants à l'extérieur du domicile	22	16
15 postes de dépense ayant connu la plus forte baisse ou la plus faible augmentation (%)		
Matériel audiovisuel et photographique	-27	-34
Supports d'enregistrement	-26	-14
Assurance habitation	-9	-23
Voitures neuves	-6	-3
Transport interurbain par autobus	-5	8
Tapis et revêtements de sol divers	-5	0
Jeux, jouets et passe-temps	-4	3
Meubles et articles d'ameublement	-4	-5
Transport ferroviaire	-3	13
Instruments de musique et biens durables destinés aux loisirs d'intérieur	-3	-15
Jeux de hasard	0	4
Gros appareils ménagers	1	-2
Biens durables pour loisirs de plein air	2	-1
Petit outillage et accessoires divers	2	10
Journaux et publications périodiques	2	17

*NOTA : La variation des prix est fonction d'un déflateur des prix et de paniers de biens et services évolutifs, alors que l'outil plus commun que représente l'indice des prix à la consommation (IPC) est fondé sur un panier fixe. Au cours de la période allant du troisième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2012, l'IPC a grimpé de 5,3 %. Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0085 (calculs effectués par People Patterns Consulting)



Revenus et dépenses de la famille

L'inflation du prix des aliments surpasse celle de l'IPC dans son ensemble

De janvier 2007 à décembre 2012, l'inflation touchant le prix des aliments s'est révélée à elle seule supérieure à l'inflation correspondant à l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC). En effet, le prix des aliments a connu une augmentation cumulative de 19 % au cours de cette période (comparativement à une hausse de 10,7 % de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, excluant les aliments)¹⁸. Au tableau global, la hausse du prix des aliments au Canada depuis 2007 est supérieure à toute autre composante principale de l'IPC. Du reste, la croissance la plus marquée est survenue entre janvier 2008 et janvier 2009, les prix ayant alors grimpé de 7,4 %. Pendant ce temps, l'indice d'ensemble des prix à la consommation subissait plutôt une *baisse* généralisée pour la période d'octobre 2008 à janvier 2009.

De 2007 à 2012, la plus forte hausse des prix touchait les noix (+33 %), les graisses et les huiles (+29 %), les produits de boulangerie et produits céréaliers (+27 %, excluant les aliments pour bébé), le café et le thé (+27 %), les œufs (+26 %), ainsi que la viande fraîche ou surgelée (+22 %, excluant la volaille)¹⁹. La hausse cumulée du prix des aliments achetés en magasin s'établissait à 18 %, et celle des aliments achetés au restaurant se chiffrait à 15 %.

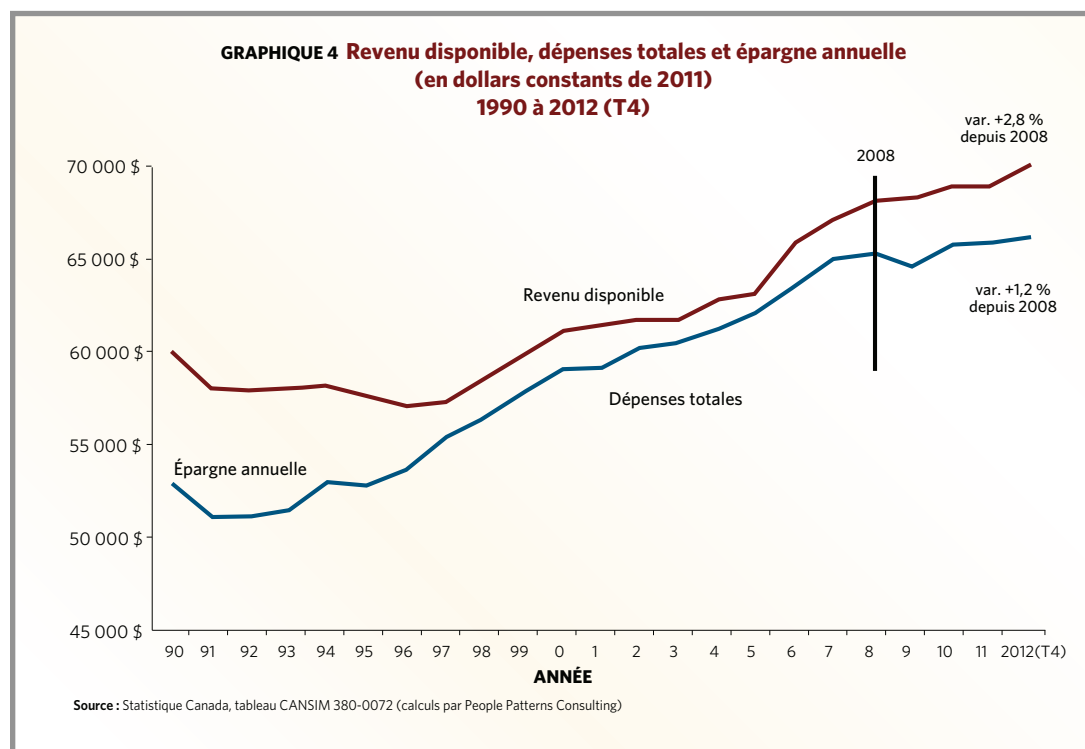
Le bilan des revenus surpasse celui des dépenses depuis la période pré-récessionniste, et l'épargne est en hausse

Selon les *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, le revenu disponible des ménages en dollars constants avait cheminé de 2,8 % entre 2008 et le quatrième trimestre de 2012. Au cours de la même période, les dépenses des ménages en dollars constants (par ménage) avaient progressé beaucoup moins rapidement, soit à hauteur de 1,2 %. Cette situation a entraîné une augmentation du taux d'épargne annuel, lequel est passé de 4,0 % à 5,4 %. Pendant ce temps, l'endettement total par ménage (113 470 \$ au quatrième trimestre de 2012, en dollars de 2011) s'établit à 16 % au-dessus de sa marque de 2008 (voir l'annexe C).

À vrai dire, les ménages prudents ont mis la pédale douce sur les dépenses en 2009 (-1 %), mais leurs dépenses ont néanmoins progressé en 2010 (+1,8 %) et sont restées relativement stables jusqu'au quatrième trimestre de 2012.



Revenus et dépenses de la famille



Le quart des ménages dépassent le seuil d'abordabilité du logement

Au Canada, l'abordabilité du logement est mesurée au moyen d'un seuil en fonction duquel le ménage consacre 30 % ou plus de son revenu total mensuel moyen aux coûts de l'habitation. Le quart des ménages canadiens ayant participé à l'ENM de 2011²⁰ dépassaient le seuil d'abordabilité du logement.

Parmi ceux-ci, environ 52 % étaient propriétaires de leur logement, et 48 % en étaient locataires. Cependant, puisqu'il y a plus de propriétaires que de locataires, on constate que la *proportion* de ménages locataires dépassant le seuil d'abordabilité (40,1 %) était supérieure à la proportion des ménages propriétaires se trouvant dans une telle situation (18,5 %)²¹.

Au pays, près de 6 ménages propriétaires sur 10 (58,6 %) remboursaient toujours une hypothèque en 2011, et ceux-ci représentaient 83,2 % des ménages propriétaires dépassant le seuil d'abordabilité du logement.

Épargne et endettement de la famille



L'ÉPARGNE

Exprimée en dollars, la valeur de l'épargne annuelle des ménages était plus élevée au quatrième trimestre de 2012 (3 775 \$) que la moyenne pour 2008 (2 700 \$). À vrai dire, les ménages canadiens épargnent un peu plus à l'heure actuelle qu'au cours de la décennie qui a précédé la récession (1997-2007), où la moyenne annuelle de l'épargne s'établissait à seulement 1 775 \$. Malgré cela, le taux d'épargne des ménages est encore beaucoup plus faible qu'au cours de la période de 1990 à 1993, alors qu'il était 1,8 fois supérieur à aujourd'hui, ce qui correspondait en moyenne à 6 750 \$ annuellement.

Quatre Canadiens sur dix croient qu'il existe « un risque » d'épuiser leur épargne-retraite de leur vivant

Pour plusieurs, la résidence représente en quelque sorte le bas de laine en prévision de la retraite. Or, une telle présomption n'est pas sans risque compte tenu de la probable dévaluation à court terme du marché de l'immobilier.

Selon les données d'un sondage Ipsos réalisé en 2012, bon nombre de Canadiens ne seraient pas bien préparés pour la retraite, alors que 42 % des répondants de 30 à 65 ans se disent « très insatisfaits » ou « plutôt insatisfaits » par rapport au niveau de leur épargne-retraite à l'heure actuelle. En moyenne, les Canadiens prévoient profiter d'une retraite d'une vingtaine d'années au cours de laquelle ils estiment avoir besoin d'un revenu annuel de 46 000 \$, soit 920 000 \$ au total. Toutefois, lorsqu'on leur demande combien ils pensent avoir réussi à épargner au moment de la retraite en fonction de leur revenu actuel, ils arrivent à une moyenne de 385 000 \$ (exclusion faite de la valeur de leur résidence ou de toute autre propriété). Du reste, 59 % estiment qu'ils disposeront de moins de 250 000 \$, et 38 % pensent même devoir se contenter de moins de 100 000 \$²². Les Canadiens qui auront accumulé un moindre pécule devront s'en remettre à d'autres sources de revenus, comme les placements, les paiements de transfert et les transferts intrafamiliaux.

De même, d'après les conclusions de l'*Étude 2012 sur la littératie financière au Canada* préparée par l'Institut canadien des comptables agréés, quatre répondants sur dix pensent qu'ils n'auront pas fini de rembourser leurs dettes ou leur prêt hypothécaire après l'âge de 65 ans. Dans la même proportion, les répondants envisagent de devoir travailler passé cet âge pour réussir à joindre les deux bouts²³.

Par conséquent, il n'est donc pas surprenant de constater que plus du quart (26 %) des répondants interrogés par la firme Ipsos pensent devoir encore travailler à plein temps à l'âge de 66 ans, ce qui représente une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à 2008. En outre, pas moins du quart (25 %) des répondants qui sont de cet avis évoquent notamment l'obligation de devoir « gagner suffisamment d'argent pour payer les dépenses de première nécessité », cette proportion étant deux fois plus importante qu'en 2008 (11 %). Près de quatre répondants sur dix (38 %) croient qu'il existe « un risque » d'épuiser leur épargne-retraite de leur vivant, ce qui les forcerait à se tourner vers d'autres sources de revenus.

Dans un tel contexte, on constatera sans grande surprise que 56 % des Canadiens interrogés souhaiteraient obtenir des conseils sur l'épargne en vue de la retraite²⁴.

Les régimes de retraite couvrent de moins en moins de Canadiens, et plusieurs RPA sont sous-financés

Selon l'*Enquête sur les régimes de pension au Canada* menée par Statistique Canada, la proportion d'employés couverts par un régime de pension est en recul, alors que les régimes à prestations déterminées sont de plus en plus rares et que les caisses de retraite sont souvent sous-financées²⁵.



Épargne et endettement de la famille

Le taux de participation à un régime de pension représente la proportion de tous les employés qui sont couverts par un régime de pension agréé (RPA). Ce taux se situait à 38,8 % en 2010, en baisse par rapport à 40,8 % en 2000. (Les RPA sont établis par les employeurs ou les syndicats à l'intention des employés.) En 2010, 74 % des employés participant à un RPA étaient couverts par un régime à prestations déterminées²⁶, comparativement à plus de 84 % il y a 10 ans.

Sur le plan de la solvabilité²⁷, près de 3 550 RPA ont déclaré des renseignements actuariels pour la période triennale se terminant le 1^{er} janvier 2011. Parmi ceux-ci, plus de 84 % étaient sous-financés, comparativement à 81 % des RPA déclarés au cours de la période triennale se terminant le 1^{er} janvier 2010. La médiane du ratio de solvabilité (soit le ratio de la valeur marchande de l'actif du régime par rapport au passif) était estimée à 85 % pour la période se terminant le 1^{er} janvier 2011.

Enfin, selon Statistique Canada, la proportion de déclarants ayant cotisé à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) a continué de régresser pour atteindre 24 % en 2011, comparativement à 29,1 % en 2000. En dollars constants de 2011, la valeur médiane des cotisations culminait à 3 385 \$ en 2000, et se chiffrait à 2 820 \$ en 2011²⁸. À l'heure actuelle, les cotisations sont donc moins nombreuses et moins élevées, et cette tendance baissière remonte à l'entrée en vigueur du compte d'épargne libre d'impôt (CELI).

Il y a lieu de s'inquiéter des tendances actuelles en ce qui concerne la couverture par un régime de pension lorsque ces constatations sont *mises en parallèle* à ce qui s'observe actuellement relativement à l'épargne-retraite. Toutefois, la hausse du taux d'emploi, et peut-être aussi l'augmentation des revenus d'emploi font partiellement contrepoids à cette situation.

L'ENDETTEMENT DES MÉNAGES ET DES ÉTUDIANTS

L'endettement moyen des ménages atteint 113 470 \$

Au Canada, l'endettement moyen atteignait 113 470 \$ par ménage au quatrième trimestre de 2012 (en dollars constants de 2011), ce qui représente un accroissement de 116,9 % par rapport au niveau de 52 308 \$ en 1990. Cette moyenne tient compte des ménages endettés ou non.

Sauf pour 1991, l'endettement total en dollars réels est invariablement en hausse chaque année depuis 1990. La dette totale par ménage avait bondi de 16 % en termes réels au quatrième trimestre de 2012 par rapport aux niveaux mesurés lors de la période pré-récessionniste (2008). Pendant ce temps, le revenu disponible s'est apprécié de 2,8 %, les dépenses ont augmenté de 1,2 %, et le niveau d'épargne annuelle s'est essoufflé.

Si l'endettement des ménages s'avère effectivement inquiétant pour les ménages canadiens eux-mêmes, il préoccupe aussi les économistes. Voici ce qu'en dit la Banque du Canada : « Au pays, les hauts niveaux d'endettement des ménages et les prix élevés dans certains segments du marché du logement sont une source de préoccupation majeure. Les déséquilibres dans le secteur des ménages pourraient soit engendrer des tensions au sein du système financier, soit amplifier d'éventuels chocs économiques d'origine extérieure²⁹. »

Pour sa part, le premier vice-président et économiste en chef de la Banque TD, Craig Alexander, insiste lui aussi sur l'endettement des ménages, et considère que l'économie canadienne se trouve dans « une période de transition » cette année. Selon lui, même si le logement et l'accumulation de la dette ont contribué à gonfler le PIB au cours des dernières années, le Canada se doit désormais d'améliorer son rendement du côté des exportations puisque les ménages sont contraints de mettre la pédale douce sur l'emprunt, et que le marché de l'immobilier connaît un ralentissement³⁰.



Épargne et endettement de la famille

Les Albertains et les ménages à revenu élevé sont les plus endettés

Selon les estimations présentées dans une étude de Statistique Canada en 2009, la dette moyenne globale par ménage (parmi les répondants) s'établissait à 114 400 \$ (tous types de dettes confondus). En fonction de la répartition géographique, la dette moyenne la moins élevée se situait dans la région de l'Atlantique avec 69 300 \$, et elle atteignait 78 900 \$ au Québec, 84 900 \$ au Manitoba et en Saskatchewan, 124 700 \$ en Ontario, 155 700 \$ en Colombie-Britannique, pour culminer à 157 700 \$ en Alberta.

En fonction des critères démographiques, les locataires représentaient les ménages les moins endettés (36 200 \$), suivis des ménages ayant un revenu de moins de 50 000 \$ (57 700 \$), des personnes libres de liens familiaux (63 000 \$), des propriétaires sans dette hypothécaire (64 000 \$) et des personnes de 65 ans et plus (66 000 \$). Les ménages qui engrangeaient un revenu de 100 000 \$ ou plus figuraient aussi parmi les plus endettés (172 000 \$), suivis des propriétaires d'une résidence grevée d'une hypothèque (161 000 \$) et des couples mariés avec enfants (144 600 \$)³¹.

L'endettement galopant repose surtout sur les marges de crédit

Les chercheurs de la Banque du Canada ont cerné diverses raisons pour expliquer l'augmentation du niveau d'endettement. En premier lieu, ils reconnaissent que l'accroissement du revenu réel des ménages ainsi que la faiblesse des taux d'intérêt ont favorisé l'accession à la propriété, ce qui a contribué par conséquent à l'essor de l'endettement hypothécaire. L'importance croissante du crédit à la consommation coïncide avec l'augmentation marquée des emprunts non hypothécaires garantis par des actifs d'habitation. En 1995, les marges de crédit personnelles garanties ne représentaient que 11 % du crédit à la consommation. Or, cette proportion atteignait presque 50 % à la fin de 2011³².

La Banque du Canada a également constaté qu'en 2009, près du quart de l'augmentation totale de l'endettement des ménages provenait des fonds nets prélevés sur les marges de crédit hypothécaires. De 1999 à 2010, environ 40 % des fonds prélevés sur la valeur nette de la propriété (par l'entremise de marges de crédit ou de prêts hypothécaires plus importants) ont servi à financer la consommation ou les rénovations domiciliaires, alors que 34 % des fonds étaient réservés à des investissements financiers ou non financiers, les derniers 26 % ayant servi à rembourser les dettes³³.

L'endettement étudiant : des impacts multigénérationnels

Pour les étudiants, l'endettement représente une importante préoccupation financière, si bien que plusieurs d'entre eux sont contraints de trouver de l'aide auprès de leur famille. En 2012, 59 % des étudiants avaient contracté une dette moyenne de 24 579 \$. En 2006, la proportion des étudiants endettés était un peu moins prononcée, soit 55 %³⁴.

En 2012, 59 % des étudiants disaient bénéficier de l'aide de leurs parents, de la famille ou du conjoint pour le paiement des dépenses courantes. Comme précédemment, il s'agit ici d'une hausse par rapport au taux de 56 % mesuré en 2006.

Or, l'alourdissement de ce fardeau porté par les familles engendre des répercussions sur les perspectives de retraite des parents. Selon un sondage de Léger Marketing mené pour le compte de la CIBC, 36 % des parents canadiens ayant des enfants de moins de 25 ans pensent devoir repousser leur retraite parce qu'ils ont dû consacrer une partie de leurs économies aux études de leurs enfants³⁵.

De plus en plus d'étudiants remboursent mensuellement leur solde de carte de crédit

La bonne nouvelle, c'est que les étudiants semblent plus responsables que par le passé quant à l'utilisation de leurs cartes de crédit portant à intérêt élevé. De fait, l'étudiant moyen possédait 1,6 carte de crédit en 2012, une baisse par rapport à la moyenne de 1,9 carte en 2006. Mieux encore : quelque 87 % des titulaires disent rembourser chaque mois le solde complet de leurs cartes de crédit,



Épargne et endettement de la famille

ce qui représente une nette amélioration comparativement à 75 % six ans auparavant. Il existe toutefois un bémol : le solde moyen de ceux et celles qui n'arrivent pas à rembourser leur compte chaque mois culmine actuellement à 3 444 \$, soit 22 % de plus qu'il y a six ans.

L'endettement préoccupe, et l'avenir aussi...

Le Conference Board du Canada rapporte qu'« après une hausse marquée pendant deux mois consécutifs, l'indice de confiance des consommateurs accusait un certain recul en juillet [2013] à hauteur de 82,6 (2002 = 100), soit une baisse de 0,9 point. Les résultats de l'enquête de ce mois-ci donnent à penser que les Canadiens sont de plus en plus pessimistes à l'égard de leur situation financière, mais qu'ils font preuve d'un peu plus d'optimisme quant aux perspectives de création d'emplois et aux dépenses associées aux achats d'importance³⁶ » [traduction]. Bref, les Canadiens se montrent de moins en moins confiants.

Dans le cadre d'une enquête réalisée à la fin de février 2013, la firme Nanos Research a établi un « index du carnet de poche », lequel tient compte des perspectives concernant la sécurité d'emploi et les variations de la situation financière personnelle des consommateurs au cours de la dernière année. Les données colligées indiquent que le taux de cet indice figurait au deuxième rang des plus faibles jamais atteints depuis le deuxième trimestre de 2008³⁷. Du reste, la tendance à la baisse qui a prévalu pendant presque toute l'année 2012 s'est poursuivie en 2013.

D'après un sondage de la CIBC, « le désendettement arrive au premier rang des priorités financières des Canadiens en 2013. C'est la troisième année consécutive que l'endettement figure en tête de liste des priorités financières à l'échelle pancanadienne » [traduction]. Ce sondage annuel mené par la firme Harris/Decima pour le compte de la CIBC indique que la planification de la retraite a disparu du palmarès des trois principales priorités nationales, puisque les groupes d'âge qui se souciaient particulièrement de la planification de la retraite ont plutôt jeté leur dévolu sur le remboursement de la dette et d'autres priorités, en 2013³⁸.

Enfin, selon une enquête récente réalisée par la RBC au début d'avril 2013, « les Canadiens qui estiment que la situation économique se détériorera au cours de la prochaine année (30 %) sont plus nombreux que ceux qui croient à une amélioration (26 %) »³⁹. En novembre 2012, le rapport sur l'indice RBC des perspectives de consommation au Canada avançait qu'« un Canadien sur trois (31 %) prévoit se concentrer sur la réduction de ses dettes, 26 % des Canadiens souhaitent dépenser moins, 25 % veulent épargner ou investir davantage et 20 % prévoient prendre toutes ces mesures en 2013. Les Canadiens indiquent également qu'ils alloueront moins d'argent à des achats importants en 2013 : 44 % des répondants affirment qu'ils dépenseront moins pour des articles comme des voitures, des appareils électroménagers ou des vacances⁴⁰ ».

Le ratio de la dette au revenu atteint un niveau record, mais pourrait redescendre

Lorsqu'il est question du ratio de la dette au revenu, plus le coefficient est élevé, plus il devient difficile de contrôler l'endettement grâce au revenu dont on dispose. Or, le ratio de la dette au revenu a suivi une pente ascendante constante depuis le dernier sommet du cycle économique (2008), et culminait à 164,8 % au quatrième trimestre de 2012. En se basant sur des données comparables⁴¹, on constate que le ratio de la dette au revenu pour le Canada surpasse désormais celui des États-Unis. De fait, le ratio américain connaît un fléchissement depuis le début de 2008, alors que le ratio canadien continue sur sa lancée. Le ratio du Canada est également supérieur à celui du Royaume-Uni.

Un rapport de CGA Canada suppose que « la poursuite de la tendance à la hausse du ratio dette/revenu que l'on observe tend à signifier une nouvelle accentuation de la vulnérabilité à court terme des ménages et de leur risque de défaut qui pourrait déboucher sur une diminution de la richesse, surtout compte tenu

Les Canadiens se montrent de moins en moins confiants.

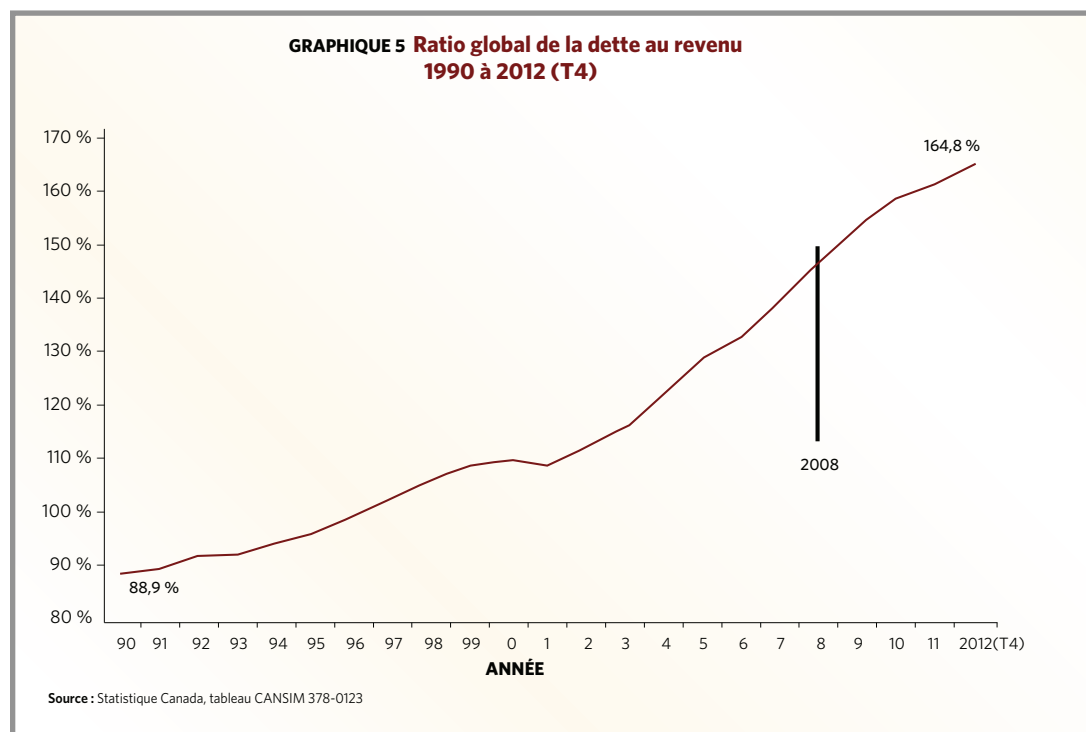


Épargne et endettement de la famille

du fait que les portefeuilles d'actifs sont maintenant dominés par des actifs dont les cours sont très volatils⁴² ». Cette assertion repose sur des statistiques voulant que les actifs volatils détenus au marché boursier (actions et fonds de placement) représentent désormais 24 % de l'avoir net (voir l'annexe C).

Dans son plus récent *Rapport sur la politique monétaire* (avril 2013), la Banque du Canada s'inquiète encore de l'endettement croissant des ménages, qu'elle considère comme un facteur de risque pour l'économie : « Le lourd endettement persistant des ménages canadiens pourrait donner lieu à des dépenses plus faibles chez ces derniers. Dans le même ordre d'idées, un brusque affaiblissement du secteur du logement au Canada pourrait avoir des répercussions notables sur d'autres secteurs de l'économie⁴³. »

Et une telle réalité se profile peut-être à l'horizon selon l'Association canadienne des conseillers hypothécaires accrédités (ACCHA) : « D'ici la mi-2015, les mises en chantier au Canada devraient tomber à environ 150 000 unités par année, ce qui représente un recul d'environ 25 % à 30 % par rapport à la moyenne de 205 000 pour 2011-2012. Cette situation privera le Canada d'environ 150 000 emplois dans la construction et les secteurs connexes, comme le marché de la revente et les industries périphériques⁴⁴. » [traduction]



Hausse éventuelle des taux d'intérêt : le ratio du service de la dette pourrait bondir

Le ratio de la dette au revenu, dont on a fait état précédemment, englobe l'ensemble des dettes accumulées et des revenus disponibles générés en une année. Il vise à mesurer la pression qui s'exerce sur l'ensemble du secteur des ménages, et non sur les ménages considérés individuellement.

Or, même s'il importe de tenir compte de la répartition de la dette et du revenu, les économistes s'intéressent également au ratio du service de la dette (RSD) pour analyser le rendement d'un ménage en particulier⁴⁵. Le RSD utilisé par la Banque du Canada tient compte des versements en capital et intérêts sur l'ensemble des prêts (hypothèques, marges de crédit personnelles, autres



Épargne et endettement de la famille

prêts personnels, prêts-auto et soldes de cartes de crédit), et ce ratio s'exprime en pourcentage du revenu disponible des ménages individuels. Ainsi, les ménages dont le RSD dépasse 40 % sont considérés comme les plus vulnérables aux perturbations économiques, et présentent un risque élevé de faillir à leurs obligations.

En 2011, environ 12 % de la dette cumulative du secteur des ménages revenait à ceux dont le RSD atteignait ou surpassait 40 %. Les analystes de la Banque du Canada ont avancé un scénario *hypothétique* selon lequel le taux directeur augmenterait de 325 points de base d'ici le milieu de 2015, et où les ménages ne généreraient pas de façon proactive leur exposition à la variabilité des taux d'intérêt. Dans un tel contexte, les ménages lourdement endettés en viendraient à détenir 20 % de la dette totale du secteur des ménages d'ici 2017, et cet état de fait accentuerait la vulnérabilité du secteur aux chocs défavorables sur le revenu⁴⁶.

Le ratio de la valeur nette de la propriété se rapproche de son niveau plancher, mais l'endettement hypothécaire s'alourdit

Le ratio de la valeur nette de la propriété exprimé en pourcentage de la valeur des biens immobiliers constitue un autre ratio pertinent. Au quatrième trimestre de 2012, le ratio de valeur nette de la propriété atteignait presque le niveau le plus bas jamais atteint, soit 69 % (en baisse par rapport au niveau de 71,5 % pour l'année 2008). Pour la période de 2008 au quatrième trimestre de 2012, les prix de l'immobilier (en dollars constants de 2011) ont grimpé de 10,8 %. Pendant ce temps, les soldes hypothécaires bondissaient de 19,8 %, soit presque le double de l'accroissement de la valeur immobilière (voir l'annexe C).

Or, le nombre de ventes et la valeur de l'immobilier ont déjà commencé à reculer dans certains marchés, et ce, en raison des prix élevés et du resserrement des règles d'assurance prêt hypothécaire amorcé récemment. Ces règles prévoient le raccourcissement des périodes d'amortissement des prêts hypothécaires assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), lesquelles seraient ramenées de 30 ans à 25 ans. Depuis avril 2011, la SCHL applique par ailleurs une autre mesure importante en refusant d'assurer les marges de crédit hypothécaires non amorties, ainsi que les résidences dont le prix d'achat est supérieur à un million de dollars.

D'ailleurs, d'après les conclusions d'un récent rapport de Demographia (*The 9th Annual Demographia International Housing Affordability Survey: 2013*), 10 des 35 marchés du logement au Canada sont soit *manifestement* inabordables, soit *carrément* inabordables (29 % de tous les marchés), et 17 autres marchés (49 %) sont qualifiés de *modérément* inabordables⁴⁷. En fait, seulement 8 des marchés canadiens sont considérés comme abordables. Cette enquête est basée sur un ratio correspondant au prix médian de la propriété divisé par le revenu brut annuel du ménage avant impôt.

Malgré cela, les Canadiens ne sont pas encore convaincus de l'effondrement imminent de la valeur de leurs habitations, du moins si l'on en croit un sondage réalisé au début de 2013 par la BMO. On y apprend que 7 % des répondants pensent que le prix des maisons est voué à un déclin au cours de la prochaine année, que 32 % s'attendent au statu quo, et que 53 % prévoient plutôt une hausse⁴⁸. Les autres répondants ont préféré ne pas se prononcer.

Enfin, les Services économiques TD prévoient « une régression graduelle des ventes et des prix de l'ordre des 10 % pour l'horizon 2014-2015⁴⁹ » [traduction]. De même, les participants à une enquête menée par Reuters auprès de 15 prévisionnistes, dont ceux de la plupart des grandes banques canadiennes, s'attendent à une chute de à peine 7,5 % au cours des prochaines années⁵⁰.

Peu d'intervenants prédisent cependant un scénario catastrophe comme celui qui s'est produit aux États-Unis il y a cinq ans.

Patrimoine familial et avoir net



Selon l'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada), le patrimoine (ou la richesse) se définit comme la « différence entre la valeur totale des actifs du ménage (actifs financiers et non financiers) et la dette totale du ménage (crédit hypothécaire et crédit à la consommation) »⁵¹.

Le rapport de 2013 de CGA-Canada, intitulé *Les finances des ménages : mettre l'accent sur la richesse*, chiffre à 248 700 \$ le patrimoine moyen des adultes au Canada au terme de l'année 2012 (personnes de 18 ans et plus). Il s'agit du niveau le plus élevé jamais enregistré depuis deux décennies, mais le rapport souligne néanmoins que le niveau global de l'endettement de même que l'accroissement du ratio de la dette au revenu au Canada (164,8 % au quatrième trimestre de 2012) augmentent le risque d'une dégringolade de ce patrimoine.

Une proportion de 29 % des Canadiens interrogés ont indiqué n'avoir « aucune richesse »⁵². Parmi ceux-ci, près de la moitié (48 %) considèrent que le principal obstacle à l'appréciation de leur patrimoine est imputable à la difficulté d'épargner en raison de leur niveau de revenu actuel.

Depuis 1990, la création de richesse au sein des ménages est principalement attribuable aux investissements boursiers

On peut dégager quelques tendances à long terme pour la période de 1990 jusqu'au quatrième trimestre de 2012. Ainsi, les actifs totaux se sont appréciés de 96,8 % pour atteindre 578 537 \$, l'endettement a connu une progression encore plus importante à hauteur de 116,9 % pour se fixer à 113 470 \$, et l'avoir net a grimpé de 92,5 % pour parvenir à 465 067 \$. Enfin, le ratio de la dette au revenu disponible s'est accentué jusqu'à 164,8 %, comparativement à 88,9 % en 1990 (voir l'annexe C).

Au premier coup d'œil, si l'on tient compte du fait que l'endettement a connu une croissance beaucoup plus marquée que les actifs, il peut sembler contraire à la logique que l'avoir net (soit les actifs moins les dettes) ait connu une progression. Cela s'explique par le fait que le ménage moyen dispose de plus d'actifs (578 537 \$) que de dettes (113 470 \$). Dès lors, même si l'endettement gagne du terrain par rapport à la base d'actifs en termes de pourcentage, les gains demeurent néanmoins plus faibles en dollars. On peut toutefois en déduire que l'endettement galopant contribue à ralentir la croissance de l'avoir net (92,5 %) par rapport à la croissance des actifs (96,8 %).

La plus forte hausse du côté des actifs touchait les actions et les fonds de placement (+641,2 %). Ces actifs volatils représentent désormais 24 % de l'avoir net, alors qu'ils n'occupaient qu'une portion de 6,2 % en 1990. L'augmentation de la valeur réelle des biens immobiliers vient au second rang (+108,9 %), si bien que ceux-ci comptent désormais pour plus de la moitié de l'avoir net total.

De même, l'assurance vie et les pensions ont pris beaucoup d'ampleur (+99,1 %). Le recul le plus important touchait les investissements dans les titres de créance (-53 %), ce qui est sans doute lié à la faiblesse des taux d'intérêt.

Quant aux passifs, le crédit à la consommation a fait un bond de 143,5 % et les soldes hypothécaires ont gonflé de 118,3 % par rapport à 1990.

Par ailleurs, la période de 2008 jusqu'au quatrième trimestre de 2012 est aussi propice à des changements à plus court terme. Depuis 2008, la croissance des hypothèques par ménage (+19,8 %) s'est révélée presque deux fois plus importante que la hausse du crédit à la consommation (+10,9 %). Au cours de la dernière année, la croissance des hypothèques a perdu un peu d'élan (+5,3 %) et la croissance du crédit à la consommation a été pratiquement nulle (+0,5 %). Ces données sont toutes exprimées en termes réels en excluant les effets de l'inflation.

La valeur moyenne réelle des biens immobiliers s'est appréciée de 10,8 % de 2008 jusqu'au quatrième trimestre de 2012, et de 4,5 % au cours de la dernière année (jusqu'au quatrième trimestre de 2012).



Le ratio de la dette à l'avoir net surpasse toutes les moyennes annuelles de 1990 à 2008

Pour mesurer l'effet de levier dont dispose le secteur des ménages, on peut s'en remettre au ratio de la dette par rapport à l'avoir net. Au quatrième trimestre de 2012, le ratio de 24,3 % atteignait presque un niveau record (voir l'annexe C) et surpassait notamment chacune des moyennes annuelles de 1990 à 2008.

Conclusion

Le budget de la famille témoigne du caractère complexe de la vie de famille au Canada, au même titre que l'examen de la vie de famille rend compte de la complexité du budget. Ces deux vecteurs s'entrecroisent et s'influencent mutuellement, tout en s'imprégnant des conditions socioéconomiques en pleine évolution. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette évolution a su se faire sentir : la récession de 2008 a façonné de manière importante le paysage des dernières années, mais tous les Canadiens n'ont pas été touchés au même degré. Ainsi, les étudiants ont été particulièrement affectés, ceux-ci ayant pratiquement été laissés pour compte par la « reprise » qui a suivi la récession. *A contrario*, les statistiques de l'emploi chez les 55 ans et plus sont en croissance depuis la récession.

Cependant, il n'y a ni « gagnants » ni « perdants » lorsqu'il est question du budget de la famille. Les perturbations économiques ont plutôt contribué à resserrer les liens de dépendance intergénérationnelle, et ont mis en exergue le rôle de soutien dévolu aux familles au Canada. Plus de quatre dixièmes des Canadiens dans la vingtaine (42 %) vivent aujourd'hui au domicile parental, ce qui représente une augmentation par rapport au taux de 27 % mesuré en 1981⁵³. De plus, une bonne proportion de ceux et celles qui ne vivent plus chez leurs parents (comme les étudiants en résidences collégiales ou universitaires) bénéficient tout de même du soutien financier de leurs familles. Si les parents s'empressent généralement de donner un coup de pouce à leurs enfants, il faut admettre qu'ils le font parfois au détriment de leur propre épargne-retraite. Parallèlement, bon nombre d'ainés doivent quant à eux s'en remettre aux soins ou à l'aide financière de leurs enfants d'âge adulte. Et il arrive parfois que toutes ces générations choisissent de vivre sous un même toit...

Au demeurant, la récession (jumelée à quelques changements économiques à long terme) a forcé la plupart des Canadiens – peu importe leur âge – à s'intéresser davantage à toute la gamme des ressources financières qui s'offre à eux, notamment les revenus provenant d'un emploi ou d'un travail indépendant, les placements, l'épargne, les régimes de pension, les transferts intrafamiliaux ou intergénérationnels, ainsi que les paiements de transfert de l'État. Dans les années 1950, les ménages arrivaient souvent à subsister avec un seul soutien; de nos jours, même deux soutiens ne suffisent plus dans certains cas.

Dans un tel contexte, ce rapport 2012-2013 sur *L'État actuel du budget de la famille canadienne* s'est concentré sur trois volets principaux du budget familial, soit les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les variables utilisées pour la mesure de ces divers aspects du budget de la famille sont intrinsèquement liés. Ainsi, si les revenus sont insuffisants, il risque d'être impossible d'épargner. Par ailleurs, si les dépenses sont trop élevées, c'est l'endettement qui menace de s'installer. Enfin, si la dette s'accroît, c'est l'avoir net qui en souffre.

En examinant le budget de la famille dans une perspective globale et en adoptant le point de vue de la famille, le lecteur sera en mesure de saisir pleinement le caractère complexe du budget familial, mais également la nature des liens intrinsèques que ces concepts entretiennent avec la famille. Après tout, cette dernière constitue notre principal noyau de soins et de soutien, c'est-à-dire une force vive qui façonne tout un chacun sur le plan individuel, collectif et sociétal.

Annexe A

Revenu moyen des familles et des personnes seules



REVENU MOYEN DES FAMILLES ET DES PERSONNES SEULES ET PORTION DU REVENU APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔT SUR LE REVENU						
	En dollars constants de 2011 (\$)			Variation (%) durant les périodes définies		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	1990	2008	2011	2011/1990	2011/2008	2011/2010
Tous les ménages	51 600	62 700	63 000	22,1	0,5	0,0
Toutes les familles de 2 pers. ou plus	62 400	78 500	79 600	27,6	1,4	1,0
Familles âgées de 2 personnes ou plus (65 ans et plus)						
Couples âgés	46 100	56 100	56 500	22,6	0,7	-1,7
Autres familles âgées (parenté, etc.)	60 900	67 200	62 300	2,3	-7,3	5,4
Familles autres que personnes âgées de 2 ou plus (moins de 65 ans)						
Couples sans enfant	59 200	75 600	76 100	28,5	0,7	1,1
soutien unique	50 500	59 900	64 100	26,9	7,0	5,3
deux soutiens	65 900	84 800	83 300	26,4	-1,8	0,6
Couples avec enfants	68 400	89 000	93 700	37,0	5,3	2,5
soutien unique	31 800	29 600	36 700	15,4	24,0	-30,6
deux soutiens	50 000	62 900	71 100	42,2	13,0	11,4
Mères seules	30 400	43 500	43 000	41,4	-1,1	-6,7
Pères seuls	46 800	56 900	55 100	17,7	-3,2	-6,0
Toutes les familles de 2 personnes ou plus, par province						
Terre-Neuve	51 200	67 000	72 800	42,2	8,7	4,1
Île-du-Prince-Édouard	53 100	65 400	67 200	26,6	2,8	2,6
Nouvelle-Écosse	55 500	64 900	68 700	23,8	5,9	1,9
Nouveau-Brunswick	52 800	63 100	67 300	27,5	6,7	1,1
Québec	55 600	67 900	69 600	25,5	2,5	1,2
Ontario	69 700	82 900	82 400	18,2	-0,6	-0,5
Manitoba	57 600	73 200	73 700	28,0	0,7	-0,3
Saskatchewan	54 400	77 400	82 700	52,0	6,8	3,8
Alberta	64 100	94 100	99 700	55,5	6,0	6,9
Colombie-Britannique	63 700	81 400	79 200	24,3	-2,7	-1,6
Personnes seules (vivant seules ou avec une personne non apparentée)						
Total	27 500	32 500	31 400	14,2	-3,4	-4,8
Hommes âgés (65 ans et plus)	26 300	34 500	34 400	30,8	-0,3	-1,1
Femmes âgées (65 ans et plus)	23 000	28 200	29 700	29,1	5,3	1,4
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	31 100	36 100	33 500	7,7	-7,2	-7,7
Femmes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	26 000	29 600	28 600	10,0	-3,4	-5,3
% de l'assiette totale de revenus (après transferts et impôt) – toutes les familles de 2 personnes ou plus, selon la catégorie de revenu				Variation en points de pourcentage (pp)		
Familles du quintile inférieur	7,5	7,1	7,3	-0,2	+0,2	-0,0
Familles du quintile médian-inférieur	13,4	12,4	12,5	-0,9	+0,1	+0,1
Familles du quintile médian	18,2	17,2	17,2	-1,0	0,0	-0,0
Familles du quintile médian-supérieur	23,8	23,1	23,3	-0,5	+0,2	0,0
Familles du quintile supérieur	37,1	40,1	39,7	+2,6	-0,4	-0,3

Source : People Patterns Consulting d'après les tableaux CANSIM 202-0603 et 202-0604 ainsi que la publication *Le revenu au Canada* de Statistique Canada (2010).

Annexe B

Familles et personnes seules à faible revenu



FAMILLES ET PERSONNES SEULES À FAIBLE REVENU APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔT SUR LE REVENU

	% de personnes à faible revenu			Variation en points de pourcentage (pp)		
	1990	2008	2011	Période entière 2011/1990	Depuis 2008 2011/2008	Dernière année disp. 2011/2010
Tous les ménages	11,8	9,3	8,8	-3,0	-0,5	-0,2
Toutes les familles de 2 pers. ou plus	9,0	6,2	5,5	-3,6	-0,7	-0,4
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples âgés	2,7	0,9	1,9	-1,8	+1,0	+0,8
Autres familles âgées (parenté, etc.)	3,0	6,9	3,9	+0,9	-3,0	-5,1
Familles non âgées (moins de 65 ans)						
Couples sans enfant - soutien nul	28,8	33,1	23,3	-5,5	-9,8	-1,1
soutien unique	9,5	7,3	7,1	-2,4	-0,2	-1,0
deux soutiens	2,7	2,1	1,2	-1,5	-0,9	-1,0
Couples avec enfants - soutien nul	75,3	70,7	75,7	+0,4	-5,0	+9,3
soutien unique	17,1	17,5	14,0	-3,1	-3,5	-0,2
deux soutiens	4,9	3,2	2,1	-2,8	-1,1	-0,9
Mères seules	48,2	20,8	21,2	-27,0	+0,4	+0,7
Pères seuls	18,4	6,8	12,4	-6,0	+5,6	+3,8
Tous les ménages selon l'âge du principal soutien						
Moins de 25 ans	42,2	35,2	30,3	-12,9	-4,9	-3,0
25-34 ans	13,8	10,7	10,7	-3,1	0,0	-0,8
35-44 ans	10,4	8,3	7,4	-3,0	-0,9	+0,4
45-54 ans	6,7	5,5	7,0	+0,7	+1,5	+0,3
55-64 ans	11,2	11,2	9,5	-1,5	-1,7	-0,2
65 ans et plus	10,0	6,4	5,9	-4,1	-0,5	-0,4
Enfants de 0 à 17 ans, par province						
Canada	14,0	9,0	8,5	-5,5	-0,5	+0,3
Terre-Neuve	18,1	8,9	6,0	-12,1	-2,9	-3,0
Île-du-Prince-Édouard	6,7	4,5	4,6	-2,1	+0,1	+2,3
Nouvelle-Écosse	11,7	7,8	8,0	-3,7	+0,2	-0,9
Nouveau-Brunswick	13,7	4,9	6,7	-7,0	+1,8	+3,7
Québec	14,6	9,9	7,3	-7,3	-2,6	-0,9
Ontario	12,0	9,1	8,9	-3,1	-0,2	+0,9
Manitoba	19,4	8,7	11,3	-8,1	+2,6	+0,2
Saskatchewan	17,2	9,1	6,2	-11,0	-2,9	-1,7
Alberta	15,3	6,9	6,8	-8,5	-0,1	+0,7
Colombie-Britannique	14,9	10,1	11,3	-3,6	+1,2	+0,8
Personnes seules						
Total	31,3	27,3	27,7	-4,4	+0,4	+0,8
Hommes âgés (65 ans et plus)	20,7	12,3	12,2	-9,2	-0,1	+0,7
Femmes âgées (65 ans et plus)	30,5	17,0	16,1	-14,9	-0,9	+0,5
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	29,4	28,0	29,9	-0,6	+1,9	+1,1
Femmes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	36,8	36,7	36,0	-2,1	-0,7	+1,3

Nota : Sont considérées comme étant à faible revenu les familles de quatre personnes vivant au sein d'une agglomération de 500 000 habitants ou plus en comptant sur un revenu annuel inférieur à 36 504 \$ (soit 9 126 \$ par personne), ou une famille de quatre personnes vivant en milieu rural en comptant sur un revenu annuel inférieur à 23 879 \$ (soit 5 969 \$ par personne).

Source : People Patterns Consulting, d'après les tableaux CANSIM 202-0802, 202-0803 et 202-0806 et le document *Le revenu au Canada* de Statistique Canada (2010).

Annexe C

Avoir net moyen



PRINCIPAUX CONSTITUANTS DE L'AVOIR NET MOYEN PAR MÉNAGE SELON LA VALEUR MARCHANDE (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2011)

	En dollars constants de 2011 (\$)			Variation (%) pour les périodes définies		
				1990	2008	2012(4Q)
	1990	2008	2012(4Q)			
Actifs totaux	293 943 \$	527 687 \$	578 537 \$	96,8	9,5	3,9
Total des actifs financiers	148 369	280 497	308 644	108,0	10,0	3,8
liquidités et dépôts	57 013	66 555	77 501	35,9	16,4	3,6
titres de créances	12 800	8 362	6 012	-53,0	-28,1	-8,6
actions/fonds de placement	15 032	96 563	111 422	641,2	15,4	3,0
assurance vie et pensions	54 185	100 714	107 891	99,1	7,1	6,9
tous les autres actifs	9 339	8 304	5 818	-37,7	-29,9	-12,0
Total des actifs non financiers	145 573	247 198	269 893	85,4	9,2	3,9
biens immeubles	111 610	210 420	233 119	108,9	10,8	4,5
biens durables	31 116	34 693	34 786	11,8	0,3	0,4
tous les autres actifs	2 847	2 077	1 989	-30,2	-4,2	-3,5
Encours total de la dette	52 308	97 833	113 470	116,9	16,0	3,9
hypothèques	32 917	60 012	71 873	118,3	19,8	5,3
crédit à la consommation	13 414	29 455	32 657	143,5	10,9	0,5
prêts autres qu'hypothécaires	5 008	7 555	8 295	65,6	9,8	7,6
toutes les autres dettes**	1 281	1 391	1 526	19,2	9,7	-0,4
AVOIR NET (actifs moins dettes)	241 635	429 854	456 067	92,5	8,2	3,9
Ratios choisis			Variation (pp) pour les périodes définies			
Ratios calculés par Statistique Canada						
Taux d'épargne, en % du revenu disponible	11,7	4,0	5,4	-6,3	+1,4	+1,0
Total de la dette, en % du revenu disponible	88,9	147,0	164,8	+75,8	+17,8	+3,4
Intérêts à verser, en % du revenu disponible	10,4	8,4	6,9	-3,5	-1,5	-0,4
Biens immeubles, en % du revenu disponible	189,8	316,2	337,4	+147,6	+21,2	+7,9
Total de la dette, en % de l'avoir net	21,7	22,8	24,3	+3,2	+1,5	-0,2
Valeur nette de la propriété, en % des biens immeubles	70,5	71,5	69,0	-1,5	-2,5	-0,4
Ratios calculés par People Patterns Consulting						
Biens immeubles, en % de l'avoir net	46,2	49,0	50,1	+3,9	+1,1	+0,3
Actions/fonds de placement, en % de l'avoir net	6,2	22,5	24,0	+17,7	+1,5	-0,2
Dettes autres qu'hypothécaires, en % des biens durables	58,2	105,0	115,2	+57,0	+10,2	+1,4

*Les variations de la dernière période (4^e trimestre de 2012) sont extrapolées à partir de la moyenne de 2011.

**Créditeurs

Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 380-0072, 380-0073, 378-0121 et 378-0123 (calculs effectués par People Patterns Consulting).

Notes de fin



¹ Le revenu disponible représente la somme de tous les revenus courants, y compris les transferts gouvernementaux moins l'impôt sur le revenu. La différence est applicable aux dépenses ou à l'épargne.

² Cette estimation est fondée sur les données publiées dans les *Comptes nationaux des revenus et dépenses* de Statistique Canada.

³ Statistique Canada, tableau CANSIM 202-0705. <http://bit.ly/19x96HS>

⁴ Statistique Canada (2013). *Les tendances du revenu élevé chez les déclarants canadiens, 1982 à 2010*. <http://bit.ly/XFYwGa>

⁵ Les seuils de faible revenu (SFR) sont des limites de revenu en deçà desquels une famille est susceptible de consacrer une part plus importante de son revenu à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement que le ferait une famille moyenne. La Mesure du panier de consommation (MPC) représente une estimation du coût d'un panier déterminé de biens et de services correspondant à un niveau de vie de base modeste défini au niveau infraprovincial. Ce coût est par la suite comparé au revenu disponible pour déterminer si les familles sont en situation de faible revenu. Voir Statistique Canada (2012) pour une description détaillée de la façon dont ces seuils sont définis. Murphy, Brian, Xuelin Zhang et Claude Dionne (2012) « Le faible revenu au Canada : une perspective multi-lignes et multi-indices » dans *Série de documents de recherche-Revenu*, n° 75F0002MIE au catalogue de Statistique Canada. <http://bit.ly/wj9gjk>

⁶ Statistique Canada a adopté diverses mesures pour limiter les erreurs éventuelles associées au taux de non-réponse découlant du caractère volontaire de l'ENM. Pour obtenir de plus amples détails au sujet de la qualité des données relatives à l'ENM, consulter le site Web de Statistique Canada : <http://bit.ly/1aliE42>

⁷ Statistique Canada (2013). « Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Revenu des Canadiens » dans *Le Quotidien* (11 septembre 2013). (Page consultée le 11 septembre 2013) <http://bit.ly/17ZD5oS>

⁸ Statistique Canada classe les Canadiens en 10 groupes de revenu de taille égale – ou déciles – en fonction du revenu après impôt rajusté de leur famille économique.

⁹ Statistique Canada. *Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Revenu des Canadiens*.

¹⁰ *Ibidem*

¹¹ Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0210. <http://bit.ly/1ahJGiA>

¹² Que le couple soit marié ou en union de fait.

¹³ Le tableau 1 illustre le taux d'emploi chez les jeunes pour la période antérieure à la récession de même qu'aux mois correspondant en 2012. (Ces chiffres ne sont pas disponibles en données désaisonnalisées, si bien qu'il convient de comparer les mois respectifs des deux années.)

¹⁴ Taux d'emploi : ratio obtenu en divisant le nombre de travailleurs au sein d'un groupe d'âge par le nombre total de personnes de la même tranche.

¹⁵ Neil Sandell (30 novembre 2013). « How Did We Create Such Bleak Job Prospects for Canada's Youth? » dans *The Toronto Star*. <http://bit.ly/TyV8Ps>

¹⁶ Services économiques TD (2013). *Évaluation du coût à long terme du chômage chez les jeunes*. <http://bit.ly/17itjkP>

¹⁷ Les dépenses totales du ménage représentent les dépenses, y compris les dépenses dont la valeur doit être estimée indirectement, consacrées par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs, et en incluant la consommation de biens et de services acquis à l'étranger.



Notes de fin

¹⁸ Statistique Canada (2013). *L'augmentation des prix des aliments entre 2007 et 2012*.

<http://bit.ly/181FTaV>

¹⁹ Statistique Canada (2013). *Hausse cumulée en pourcentage des prix à la consommation des aliments au Canada entre 2007 et 2012 pour l'ensemble des catégories, groupes et sous-groupes de la composante principale « Aliments » de l'Indice des prix à la consommation (IPC)*.

<http://bit.ly/1atUVYU>

²⁰ Statistique Canada a adopté diverses mesures pour limiter les erreurs éventuelles associées au taux de non-réponse découlant du caractère volontaire de l'ENM. Pour obtenir de plus amples détails au sujet de la qualité des données relatives à l'ENM, consulter le site Web de Statistique Canada : <http://bit.ly/1aliE42>

²¹ Statistique Canada (2013). « Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Accession à la propriété et coûts d'habitation au Canada » dans *Le Quotidien* (11 septembre 2013). (Page consultée le 11 septembre 2013) <http://bit.ly/1dmiTmu>

²² Ipsos Reid, *Indice canadien de report de la retraite Sun Life 2013*. <http://bit.ly/VUhcZ4>

²³ Association des comptables généraux accrédités du Canada (2012). *Étude 2012 de l'ICCA sur la littératie financière au Canada*. <http://bit.ly/1d62Dpu>

²⁴ *Ibidem*

²⁵ Statistique Canada (2012). *Régimes de pension au Canada, au 1^{er} janvier 2011*.

<http://bit.ly/LQBgTC>

²⁶ Un RPA à prestations déterminées est un régime où les prestations auxquelles l'employé a droit lors de sa retraite sont déterminées par une formule, soit pour la totalité de la somme, soit comme un montant minimum à payer.

²⁷ La solvabilité du régime est assurée lorsque l'employeur dispose d'actifs suffisants en contrepartie des passifs de l'employeur d'un point de vue actuariel. En cas d'insuffisance des actifs, le régime est considéré en déficit de solvabilité et l'employeur est tenu de proposer un plan à moyen terme pour en assurer la solvabilité.

²⁸ Statistique Canada, tableau CANSIM 111-0039 (calculs par People Patterns Consulting).

²⁹ Banque du Canada (2012). *Revue du système financier, décembre 2012*. <http://bit.ly/1au2zCs>

³⁰ John Shmuel (11 janvier 2013). « Canada to Get Boost from U.S. Growth Surge in 2013, Top Economists Predict » dans *Financial Post*. <http://bit.ly/VUwXdp>

³¹ Statistique Canada (2012). « L'endettement des ménages au Canada » dans *L'emploi et le revenu en perspective, été 2012* (23 mars 2012). <http://bit.ly/ZME7Bq>

³² Banque du Canada (2012). *Quels facteurs expliquent les tendances observées dans l'évolution de la dette des ménages canadiens?* <http://bit.ly/1aWurhX>

³³ Banque du Canada (2012). *Les emprunts et les dépenses des ménages au Canada*. <http://bit.ly/18MKcBY>

³⁴ Ces données sur le financement étudiant proviennent du rapport général du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires (*Enquête de 2012 sur les étudiants de dernière année*), ainsi que d'une enquête semblable réalisée en 2006. Prairie Research Associates, Canadian University Survey Consortium. <http://bit.ly/14DbHgg>



- ³⁵ Léger Marketing (2013). *Les parents repoussent leur départ à la retraite et s'endettent pour aider leurs enfants à payer leurs études.* (Page consultée le 23 septembre 2013) <http://bit.ly/18ffaHV>
- ³⁶ Conference Board du Canada (2013). *Index of Consumer Confidence: July 2013.* (Page consultée le 2 septembre 2013) <http://bit.ly/12QDeNh>
- ³⁷ Nanos (2013). *Petite baisse pour l'Indicateur économique Nanos en février.* (Page consultée le 1^{er} septembre 2013) <http://bit.ly/1esL6ts>
- ³⁸ CIBC (2012). *New Year, Same Plan—Pay Down Debt.* (Page consultée le 23 septembre 2013) <http://bit.ly/X03z6s>
- ³⁹ RBC (2013). *Les Canadiens sont plus économes en raison de la hausse des prix des aliments.* (Page consultée le 23 septembre 2013) <http://bit.ly/19xnrEv>
- ⁴⁰ RBC (2012). *Les canadiens sont résolus à mieux gérer leurs finances en 2013.* (Page consultée le 23 septembre 2013) <http://bit.ly/14vWP8J>
- ⁴¹ Statistique Canada (2012). *Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible – comparaison des ratios canadien et américain.* <http://bit.ly/16c3Qd3>
- ⁴² Association des comptables généraux accrédités du Canada (2013). *Les finances des ménages : mettre l'accent sur la richesse* (mai 2013). (Page consultée le 17 septembre 2013) <http://bit.ly/15aXw5E>
- ⁴³ Banque du Canada (2013). *Rapport sur la politique monétaire.* <http://bit.ly/1ahGuU9>
- ⁴⁴ Julian Beltrame (23 mai 2013). « Canadian Home Building to Plunge 30% by 2015, Costing the Economy 150,000 Jobs, Mortgage Industry Warns » dans *Financial Post*. <http://bit.ly/158Wvaq>
- ⁴⁵ Le RSD proposé par Statistique Canada (voir l'annexe C) ne tient compte que du paiement des intérêts sur la dette.
- ⁴⁶ Banque du Canada (décembre 2012). *Revue du système financier.* <http://bit.ly/1au2zCs>
- ⁴⁷ Demographia (2013). *9th Annual Demographia International Housing Affordability Survey: 2013.* <http://bit.ly/XYVB>
- ⁴⁸ Roma Luciw (22 mai 2013). « Slowdown? Nearly Half of Canadian Homeowners Eager to Buy Property » dans *The Globe and Mail*. <http://bit.ly/1a6Oqp4>
- ⁴⁹ Services économiques TD (13 décembre 2012). *Prévisions économiques trimestrielles.* <http://bit.ly/15GEJM4>
- ⁵⁰ Andrea Hopkins (2 mai 2013). « Canadian Housing: Bursting Bubble or Gentle Landing? » dans *Business News Network*. (Page consultée le 23 septembre 2013) <http://bit.ly/1drpqPn>
- ⁵¹ Association des comptables généraux accrédités du Canada (2012). (Page consultée le 9 août 2013) <http://bit.ly/15aXw5E>
- ⁵² Ibidem
- ⁵³ Statistique Canada (2012). *Recensement de la population de 2011 : Familles, ménages, état matrimonial, type de construction résidentielle, logements collectifs.* <http://bit.ly/UcHlZL>

À propos de l'Institut

L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous les auspices de Leurs Excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut Vanier de la famille est un organisme national sans but lucratif qui cherche à faire valoir l'importance et les forces des familles canadiennes dans toute leur diversité, et à exercer un rôle de chef de file à cet égard. Par le biais d'un programme étoffé de mobilisation du savoir et d'engagement public, l'Institut se consacre au bien-être des familles du Canada en collaborant avec les entreprises, les législateurs, les décideurs, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services familiaux, les médias et le grand public.

Ce rapport annuel sur *L'état actuel du budget de la famille canadienne* propose un aperçu de certains volets du budget de la famille, c'est-à-dire les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net. Ces volets alimentent le dialogue sur le plan socioéconomique au Canada.

À propos de Roger Sauvé

Le leadership et l'expérience en recherche et en rédaction dont fait preuve Roger Sauvé depuis plus de 35 ans sont mis à profit dans son analyse des tendances économiques, démographiques et sociales relativement au budget de la famille. Président de People Patterns Consulting, M. Sauvé collabore avec l'Institut depuis une quinzaine d'années à titre de chercheur indépendant, notamment pour la production de ce rapport annuel très attendu : *L'état actuel du budget de la famille canadienne*.

À propos de Nathan Battams

Nathan Battams est auteur et chercheur au sein de l'Institut Vanier de la famille.

This document is available in English.



94, promenade CentrepoinTE, Ottawa (Ontario) K2G 6B1
613-228-8500 ou 1-800-331-4937
www.institutvanier.ca